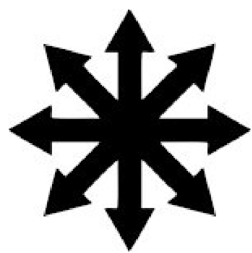


BÉNIE SOIT LA FLAMME

POUR L'ANARCHIE ET LE NIHILISME



JUILLET - AOÛT 2025

SUJETS

- ★ Enjeux des enquêtes policières sur des actions directes anarchistes(p. 2)
- ★ À la recherche de pratiques anarchistes contre la torture (p. 3)
- ★ Informations utiles pour les anarchistes sur l'action du dossier d'enquête de l'Opération Diana (p. 4)
- ★ Revendication avec instructions d'action [attaque incendiaire contre des machines de carrière de Holcim, Suisse] (p. 7)
- ★ Chili : Août Noir et actions de solidarité pour les camarades Aldo et Lucas (p. 7-9)
- ★ Mónica Caballero Sepúlveda: «La violence politique» (p. 9)
- ★ Soulèvement en Indonésie et appels à la solidarité et au soutie (p. 9-10)
- ★ Le piège autoritaire de la logique identitaire (p. 11)
- ★ Grèce : Nouvelles estivales concernant l'affaire « Synergie de la Vengeance » (p. 11-12)
- ★ Desalojos de ocupaciones (p. 12-13)
- ★ Pour camarades persécutés des États-Unis (p. 13-14)
- ★ Mise à jour et appel à une assemblée de solidarité pour Alfredo Cospito (p. 14-15)
- ★ Message au mouvement climatque (p. 15)
- ★ Pourquoi sommes-nous conduits à l'abattoir comme des moutons ? Nous ne le sommes pas (p. 16)







CONTRE-INFORMATION

2 juillet, Florence, Italie : Dans la région de Mugello, dans le cadre de la lutte locale contre la destruction environnementale provoquée par les éoliennes, un groupe d'environ cinquante personnes masquées, certaines armées de couteaux, a envahi le chantier du parc éolien du Monte Giogo del Villore, expulsé les bûcherons et les ingénieur·e·s travaillant sur place, saisi des tronçonneuses et causé des dommages importants aux équipements et infrastructures du chantier.
Le soir, un autre sabotage a eu lieu sur le site, détruisant certains véhicules de chantier temporairement laissés sans surveillance.
3 juillet, Bretonnières, Suisse : Un groupe anonyme revendique l'incendie de véhicules d'une carrière du groupe Holcim survenu la semaine précédente. L'action a été menée contre la pollution environnementale et les scandales impliquant ce groupe.
La revendication contient des détails sur la manière dont l'incendie a été réalisé. Le texte se trouve à la page 7.
5 juillet, Melbourne, Australie : Incendie de trois véhicules de Lovitt Technologies.
« […] Lovitt était le premier producteur "australien" de composants pour les avions de chasse F-35 de Lockheed Martin, fièrement déployés au service du colonialisme et de l'impérialisme par "l'Amérique", "Israël", "l'Australie" et "le Royaume-Uni".
Lovitt a été ciblée car elle constitue un goulet d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement. Cette usine possède la fraiseuse Makino T1 pour fabriquer des composants précis en titane et en aluminium. Lorsqu'elle a été acquise, c'était la seule machine de ce type en soi-disant "Australie" et une seule des dix dans le monde.
15 fournisseurs de la chaîne d'approvisionnement du F-35, dont Marand, Ferra, HTA, Levett AW Bell, Quickstep et Varley, dépendent tous de Lovitt, en plus de sa filiale Electromold. Lovitt fournit également BAE Systems, la société d'armement israélienne Elbit Systems, et fabrique des composants pour les F-15 et F-18 de Boeing, les hélicoptères soi-disant "Chinook" et le Ghost Bat, un drone armé à IA.
Chaque travailleur de cette chaîne d'approvisionnement est complice. Vous avez eu des années pour réfléchir aux conséquences de vos actions. Nous déciderons de votre sort, comme vous avez décidé du sort de millions. […] »
6 juillet, Berne, Suisse : Un groupe anonyme a attaqué les bureaux centraux du Service des migrations du canton de Berne avec des marteaux et de la peinture.
« […] nous avons posé un geste contre l'exclusion raciste, l'illégalisation et la marginalisation systématiques des personnes, contre les meurtres répétés de personnes migrantes par le système, contre les camps de misère qui rendent malade, la détention en vue de l'expulsion, les expulsions, les frontières et un régime frontalier néocolonial.
Le Service des migrations de Berne est l'un des pionniers pour rendre encore plus raciste et brutal le système d'asile en Suisse. Des personnes gravement malades sont enlevées de force par le Service des migrations et la police pendant leurs hospitalisations et expulsées violemment, poussant certaines au suicide. Le Service des migrations attire constamment des gens dans ses bureaux par des mensonges pour ensuite les placer directement en centres de détention en vue de leur expulsion. […]
La suprématie blanche, les structures coloniales, le racisme et l'illégalisation dans le but de surexploitation capitaliste et de domination sur des personnes rendues

superflues par le capitalisme constituent le noyau idéologique et l’objectif de la politique migratoire en Europe, en Suisse et à Berne. […] »

7 juillet, Leipzig, Allemagne : Des groupes autonomes ont attaqué le tribunal régional de Leipzig en jetant de l’asphalte aux entrées avec des extincteurs et de l’acide butyrique à l’intérieur du bâtiment par un trou ouvert dans une fenêtre.

« […] Non seulement, ici au tribunal de première instance, la pauvreté est punie et le racisme exercé jour après jour, mais leurs collègues à Berlin ont également autorisé l’enlèvement de notre camarade Maja pour l’emmener en Hongrie. Pour cette raison, nous ne vous laisserons pas en paix jusqu’à ce que Maja soit enfin de retour en Allemagne. […] »

8 juillet, Athènes, Grèce : Un groupe anonyme d’anti-autoritaires a neutralisé environ 200 boîtes à clés Airbnb aux entrées d’immeubles dans le quartier d’Exarchia, contre le tourisme et la gentrification.

« […] La critique des touristes n’est pas tombée du ciel, elle critique un type de consommation abrutissante où le simple fait de partir en vacances justifie le manque total de sens critique et de sensibilité de ces personnes. La logique du touriste est celle du plaisir – il arrive de bonne humeur pour se détendre et dépenser son argent avec vue sur l’Acropole. Plus il est satisfait du décor, plus il est dépensier […]

Les expulsions de nos voisins, une éventuelle réhabilitation du mont Strefi, les évacuations de squats (Exostrefi, AKN, Rasprava), la police dans le quartier et sur le mont Strefi et tout type de commerce gentrificateur sont des aspects du même problème : le changement de caractère de notre quartier est violent et vise notre expulsion et la suppression politique de toute culture opposée aux normes consuméristes du capital.

Nous ressentons de la rancune envers les touristes car ils évoluent dans des cadres purement capitalistes. Ils viennent pour s’amuser et consommer, ne s’attachent pas réellement au lieu, ne participent à aucune lutte et contribuent même à notre expulsion. En parfaite harmonie avec les touristes se trouvent les propriétaires Airbnb qui font le sale boulot du capital et, comme des cannibales, n’hésitent pas à chasser les habitant·e·s pour un profit rapide. Chaque nouvel Airbnb signifie un voisin en moins à Exarchia […]. »

9 juillet, Athènes, Grèce : Un groupe anti-autoritaires signant « les pastèques de la colère » revendique une série de vandalisme contre des entreprises appartenant ou collaborant avec le capital israélien, causant des dommages matériels. Ils ont attaqué deux hôtels israéliens Hestia, un hôtel israélien Bob W., deux supermarchés Carrefour et un magasin Re/max.

« […] Dans un monde où l’extrême droite prospère internationalement, où la pauvreté et les inégalités augmentent et où le militarisme et les préparations de guerre s’intensifient, inspirons-nous de la lutte multiforme du peuple palestinien, organisons nos résistances et passons à la contre-attaque, contre leur guerre qui ne finit jamais, pour la nôtre qui n’a pas encore commencé […]. »

9 juillet, Philadelphie, Pennsylvanie, USA: Une personne revendique la neutralisation de trois caméras. Différentes méthodes ont été utilisées : sur l’une le câble a été coupé, une autre a été vaporisée avec de la peinture et sur une troisième le câble a été coupé et le panneau solaire retiré.

10 juillet, Wuppertal, Allemagne : Attaque antifasciste contre un bureau du parti d’extrême droite AfD avec marteaux et peinture, en solidarité avec ièl prisonnier·e antifa Maja alors en grève de la faim depuis 39 jours.

10 juillet, Santiago, Chili : Les « affinités autonomes illégalistes pour la vengeance » revendiquent une attaque éclair avec des bombes incendiaires en solidarité avec les anarchistes prisonniers Aldo et Lucas Hernández, actuellement jugés pour leur action. La revendication se trouve à la page 9.

10 juillet, Oshkosh, Wisconsin, USA: Une

Enjeux des enquêtes policières sur des actions directes anarchistes

Disons que quelques anarchistes planifient une action directe illégale et anonyme. Par exemple, iels veulent peindre un mur, ou abîmer une banque, ou brûler un bâtiment gouvernemental. Les objectifs de la police sont d'empêcher que de telles actions aient lieu et/ou d'identifier et arrêter les anarchistes et de rassembler assez de preuves pour qu'iels soient condamné·e·s. Que peut faire la police pour atteindre ces objectifs, selon sa motivation, ses ressources, le type d'action, et la manière dont les anarchistes s'organisent ? Quels seront les enjeux ? Et comment les anarchistes peuvent-iels identifier ces enjeux comme des faiblesses afin de les exploiter et d'agir *sans se faire prendre ?*

Ce texte chercher à contribuer à répondre à ces questions en abordant quelques points qui ont selon nous été insuffisamment explorés dans la littérature anarchiste ces dernières années.

Surveillance de base

> *« Le registre constitue notre mémoire. Transmettez-lui ce que vous avez collecté. Les notes conservées dans le tiroir du bureau ont peut-être enrichi vos propres connaissances, mais pas les connaissances du service. Prenez donc bien soin d'enregistrer les informations ! C'est alors seulement que vous améliorez la capacité du service à répondre aux questions qui reviennent sans cesse : Qui sont-ils et que sait-on sur eux ? »*
>
> *— Extrait d'une directive de 1953 du Säkerhetspolisen (Police de sécurité), la principale agence de renseignements intérieurs en Suède.*

Avant même que les anarchistes ne commencent à planifier l'action, iels sont peut-être déjà sous surveillance, surtout s'iels expriment leurs idées anarchistes en public ou s'iels sont suspecté·e·s d'avoir mené des actions par le passé. Peut-être que leurs noms sont sur une liste de personnes « considérées comme une menace pour la sécurité nationale », leurs comptes sur les réseaux sociaux sont surveillés, leurs ADN sont dans une base de données, ou des indics ou des infiltré·e·s assistent à leurs réunions. Cette surveillance de base est souvent effectuée par des agences de renseignements chargées de collecter et d'analyser des informations pour soutenir le rôle de la police. La police a la mémoire longue et les informations qu'elle recueille peuvent être conservées pendant des décennies.

Un enjeu majeur auquel les agences de renseignements font face est la fragmentation du renseignement, c'est-à-dire le fait que différentes agences, ou différents services au sein d'une même agence, disposent d'informations différentes sur un sujet donné et ne les partagent pas suffisamment entre elles, donnant lieu à une analyse sous-optimale du sujet. La cause première de cette fragmentation est le secret : la nécessité pour les agences de garder leur travail secret vis-à-vis des cibles de la surveillance et du public. Pour minimiser le risque de fuites, le partage d'informations est délibérément restreint, notamment par le biais d'habilitations de sécurité, de services compartimentés, et d'analystes travaillant selon le principe du need-to-know. Par exemple, un commissariat local peut ne pas savoir qu'un indic pourrait fournir des informations sur un groupe anarchiste local parce que l'agence nationale qui emploie l'indic ne fait pas assez confiance au commissariat pour lui donner cette information. Une cause secondaire de la fragmentation du renseignement est la concurrence entre les agences. Les agences peuvent être réticentes à partager des informations entre elles en raison d'objectifs stratégiques ou politiques différents. Par exemple, aux États-Unis la Central Intelligence Agency (CIA) priorise la collecte de renseignements à long terme, alors que le Federal Bureau of Investigation (FBI) privilégie les enquêtes à court terme débouchant sur des poursuites. Une agence peut aussi être réticente à partager des informations pour des raisons de préservation : peut-être que des coupes budgétaires sont à l'horizon, et partager des informations nuirait à la capacité de l'agence à prouver sa valeur aux dirigeants politiques et éviter des licenciements.

Un autre enjeu auquel les agences de renseignements font face est l'analyse de grandes quantités d'informations. Les machines sont aujourd'hui très performantes pour un ensemble restreint de tâches, comme comparer un profil ADN à des millions d'autres profils, ou trouver un mot-clé dans des milliards de fichiers numériques. Mais elles restent inférieures aux capacités cognitives humaines pour de nombreuses autres tâches, comme résoudre les problèmes complexes et inédits qui surviennent souvent dans les enquêtes policières. En conséquence, les agences de renseignements ont toujours besoin d'humains pour analyser une grande partie des informations qu'elles collectent.

Les agences de renseignement doivent donc faire avec les limites individuelles des personnes qu'elles emploient. Les agents sont limités par leurs capacités intellectuelles, leurs habitudes et leurs connaissances, et peuvent avoir des intérêts personnels qui ne correspondent pas à ceux de leur agence. Par exemple, pendant la coupe du monde de football de 2010, au Royaume-Uni, une chercheuse accompagnait une équipe de surveillance de la police lors d'une opération de surveillance physique. Dans l'attente que la cible de la surveillance sorte de chez elle, la chercheuse accompagnait dans sa voiture un opérateur de surveillance qui était plus préoccupé par l'obtention d'un signal sur sa télé portable pour regarder le match de football en cours que par l'opération de surveillance. Dans ses notes, la chercheuse racontait : « La vigilance est au plus bas. Nous faisons des tours de parking à vitesse d'escargot pour essayer de trouver le meilleur signal. Mon bras par la fenêtre, j'essaie de fixer l'antenne [de la télé] sur le toit. »

Dans certains pays, le travail des agences de renseignements est affecté par une corruption généralisée au sein de leurs rangs. Les agents et policiers corrumpus peuvent accepter des pots-de-vin, falsifier des preuves, manipuler des informations classifiées à des fins personnelles ou s'acquitter de leurs tâches de manière sélective. Ils peuvent préférer travailler sur des affaires qui peuvent leur rapporter un pot-de-vin ou une promotion, et éviter les affaires qui demandent beaucoup de temps et de paperasse.

Enquêter sur des groupes anarchistes

> *« Les groupes anarchistes — conformément à leur idéologie fondamentale — rejettent l'autorité. Cela se reflète dans leurs structures organisationnelles horizontales, qui n'ont généralement pas de ligne de commandement ou de chefs, s'appuyant plutôt sur des groupes décentralisés et des individus liés par une affinité idéologique et la solidarité. »*
>
> *— Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'Union Européenne, 2024.*

Les anarchistes commencent à planifier l'action. La somme des personnes qui planifient et mènent l'action est ce qu'on va appeler le groupe anarchiste. Ce groupe existe peut-être déjà ou est créé pour l'occasion. Il peut cesser d'exister après l'action, ou persister et mener d'autres actions à l'avenir. Il peut agir très spontanément ou avec beaucoup de préparation, ou entre les deux. Il peut agir seul ou faire partie d'une coordination de plusieurs groupes travaillant ensemble. Une telle coordination peut être très étroite, les groupes participants planifiant et menant les actions ensemble, ou très souple, les groupes participants se contentant de signer leurs communiqués respectifs avec le même acronyme, ou entre les deux.

La fluidité structurelle des groupes anarchistes et leurs pratiques de sécurité opérationnelle les rendent relativement résistants aux tentatives d'infiltration policière. Une étude réalisée en 2005 aux États-Unis mettait en évidence les difficultés liées à l'infiltration des groupes anarchistes : « L'infiltration dans les réunions de grands groupes affinitaires est relativement simple. En revanche, l'infiltration de 'cellules' révolutionnaires radicales ne l'est pas. La nature même de la suspicion et des pratiques de sécurité du mouvement rendent les tentatives d'infiltration difficiles et longues. Peu d'agences sont en mesure de s'engager dans des opérations qui nécessitent des années de travail en amont rien que pour entrer dans une 'cellule,' surtout avec les réductions budgétaires et l'attention croissante qui doit être portée à d'autres sujets. L'infiltration est rendue plus difficile par la nature communautaire du mode de vie (sous observation et contrôle constants) et les connaissances approfondies détenues par de nombreux anarchistes, dont l'acquisition nécessite une quantité considérable de travail et de temps. »

Les liens forts d'affinité et parfois d'amitié qui unissent typiquement les participants aux groupes anarchistes les rendent relativement résistants aux tentatives policières de recruter des membres des groupes comme indics. Malgré cela, on a vu des anarchistes devenir indics dans l'espoir d'éviter une peine de prison, ou pour des raisons idéologiques (par exemple, leur position non-violente les pousse à balancer des anarchistes favorisant des tactiques violentes), ou sous la menace de violences physiques, ou suite à des violences physiques, ou pour de l'argent.

Certaines agences de police et de renseignements sont conscientes de ce qu'on a décrit ici et s'adaptent en conséquence. Un rapport de 2004 du service antiterroriste du FBI remarquait : « En portant une attention minutieuse à de potentiels indicateurs et agents infiltrés, les éco-terroristes sont capables d'empêcher la réussite de pénétrations policières. Les autorités policières devraient […] reconnaître que les éco-terroristes étudient avec attention les tactiques, procédures, et règlements de la police. Par conséquent, des scénarios d'infiltration créatifs doivent être soigneusement planifiés […]. »

Les conflits latents au sein de groupes anarchistes créent des lignes de facture que la police peut exploiter pour déstabiliser les groupes. Par exemple, des conflits latents sur la légitimité de l'usage de la violence peuvent être utilisés par la police pour diviser les anarchistes en deux « camps » opposés et faciliter leur répression.

Dans certains contextes, en particulier dans les zones urbaines de certains pays, il y a d'importants milieux de gauche, punks, antifascistes ou autonomes. La présence de ces milieux peut fournir aux anarchistes des liens sociaux et des occasions de partager leurs idées, et peut aider à les protéger de la répression policière. Une étude réalisée en 2015 au Royaume-Uni soulignait les enjeux de la collecte de renseignements sur des groupes

militants violents : « C'est encore plus confus et complexe lorsque des militants pacifiques et bien intentionnés se mêlent consciemment ou inconsciemment à des militants violents et dangereux. C'est particulèrement problématique quand des groupes qui se disent pacifiques servent de refuge à des militants prêts à commettre des actes criminels plus graves. »

Après l'action

> *« On limite les prélèvements ADN sur des surfaces touchées par des suspects. On les limite aux crimes violents. On obtient rarement des résultats avec ce type de prélèvements. Parfois, mais rarement. Ça ne va pas vous donner des résultats aussi facilement qu'avec des vêtements. Mais on prend la peine de le faire pour les crimes violents. On a juste pas les moyens actuellement et on essaie d'être aussi efficace que possible dans nos tests et avec nos moyens et notre temps disponible. »*
>
> *— Extrait de la transcription d'un séminaire organisé en 2018 en Floride, aux États-Unis, par le service de police scientifique du département de police de Floride, à destination des enquêteurs de police qui utilisent leurs services.*

Les anarchistes ont mené l'action. La police arrive sur les lieux, et l'enquête commence. Dans les heures, les jours, les mois, et les années à venir, la police peut utiliser un large éventail de techniques d'enquête pour identifier les anarchistes et rassembler assez de preuves pour qu'iels soient condamné·e·s… ou elle peut ne pas enquêter du tout, ou entre les deux. La motivation de la police à enquêter sur une action et les ressources humaines et matérielles qu'elle y consacre sont influencées par plusieurs facteurs.

Deux facteurs qui augmentent la motivation et les ressources de la police sont les dégâts économiques de l'action (combien elle a coûté en destruction ou en vol) et ses dégâts humains (à quel point elle a fait du mal à des êtres humains). De plus, les dégâts économiques ou humains potentiels de l'action peuvent avoir autant d'influence que ses dégâts économiques ou humains réels. Par exemple, un incendie volontaire qui n'a provoqué aucun dégât parce qu'il a utilisé un dispositif incendiaire qui n'a pas pris feu, mais qui aurait causé beaucoup de dégâts si le dispositif n'avait pas échoué, peut faire l'objet d'une enquête aussi approfondie que si le dispositif n'avait pas échoué.

Un autre facteur est le contexte politique de l'action. Une action va probablement faire l'objet d'une enquête plus approfondie si elle cible une personne, entreprise, ou institution privilégiée par l'État ou la police, comme un politicien important, une grande entreprise, ou l'institution policière elle-même. Le contexte politique peut évoluer : une période électorale peut pousser l'État à investir davantage dans la répression des anarchistes pour faire une démonstration de force, et une série d'actions contre une entreprise peut pousser celle-ci à faire pression sur l'État pour qu'il investisse davantage dans la répression d'actions la ciblant. Par exemple, en France en 2019, suite à une augmentation d'actions militantes contre l'agriculture industrielle, le principal lobby d'agriculture industrielle du pays a obtenu la création d'une nouvelle unité de police axée sur la collecte de renseignements sur ce sujet.

Enfin, la capacité de la police à mener une enquête fructueuse dépend, bien sûr, des mesures de sécurité prises par les anarchistes avant, pendant, et après l'action. Certaines agences de police sont conscientes que les anarchistes ont tendance à prendre des mesures de sécurité avancées, et pour cette raison peuvent préventivement augmenter les ressources allouées à une enquête sur une action soupçonnée d'avoir été menée par des anarchistes. Une étude réalisée en 2018 au Royaume-Uni remarquait : « [Le] fait que les [extrémistes domestiques] prennent tant de précautions justifie l'utilisation de ressources habituellement réservées aux crimes graves pour obtenir de meilleurs résultats, par exemple la préservation de la scène de crime pour maximiser les chances de retrouver des preuves. »

Si on compare le nombre d'actions directes (revendiquées ou non) signalées par les sites web anarchistes et les médias au nombre d'arrestations d'anarchistes, on peut estimer que dans la plupart des contextes, la grande majorité des enquêtes sur des actions directes anarchistes n'aboutissent jamais.

Équilibrer la répression et le respect des « droits de l'homme »

> *« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. […] Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. […] Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. […] Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé. […] Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial […] Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée […] »*
>
> *— Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948.*

Disons que les anarchistes ont malheureusement été identifié·e·s par la police, qui doit maintenant choisir comment les réprimer. Ce choix est généralement limité par le besoin relatif de l'État de respecter les « droits de l'homme ». Différents pays ont des approches différentes du respect de « droits de l'homme », selon leur situation politique interne, leurs alliances géopolitiques, et d'autres facteurs historiques. Par exemple, pour une même action, des anarchistes peuvent être emprisonnés en Espagne, torturés et emprisonnés en Russie, ou exécutés en Iran.

Le respect relatif d'un État pour les « droits de l'homme » peut influencer les capacités de surveillance de sa police. Par exemple, l'identification automatique de personnes recherchées par reconnaissance faciale sur les réseaux publics de vidéosurveillance est généralisée en Chine et en Russie, mais pas (encore) habituellement utilisée en Europe occidentale.

Une répression policière perçue comme trop sévère peut provoquer un retour de bâton. Il peut y avoir une réaction médiatique sous la forme de rapports négatifs de journalistes locaux, d'organisations intergouvernementales comme les Nations Unies, ou d'organisations non gouvernementales comme Amnesty International. La réaction peut aussi prendre la forme de campagnes de solidarité menées par d'autres anarchistes, qui peuvent inclure des actions directes. Par exemple, en 2022 l'État italien a décidé de transférer le prisonnier anarchiste Alfredo Cospito vers un régime carcéral plus dur. Cette décision a mené à une grève de la faim de 180 jours de Cospito, ainsi qu'à une campagne de solidarité internationale comprenant des attaques contre des bâtiments diplomatiques italiens dans plusieurs pays. Une étude réalisée en 2024 remarquait : « L'affaire Cospito a montré que la main lourde du système judiciare italien a contribué significativement à l'escalade de la situation. Comme toujours, une approche proportionnée qui n'accorde pas trop d'importance à une réponse militaire et qui adhère aux principes démocratiques et à l'État de droit devrait être la pierre angulaire de toute stratégie contre-terroriste. »

Quelques remarques

On a discuté de certains des enjeux auxquels la police fait face lorsqu'elle enquête sur des actions directes anarchistes. Comment peut-on identifier ces enjeux comme des faiblesses afin de les exploiter et d'agir sans se faire attraper ? Voici quelques suggestions.

Attends-toi à ce que la surveillance de base menée par les agences de renseignements soit partielle, sous-optimale, et parfois même pas dans l'intérêt de la police. Ils ne savent pas tout sur toi. Ils peuvent même ne rien savoir sur toi. Ce sont juste des humains avec beaucoup de pouvoir, d'argent et d'outils.

Comprends que la fluidité structurelle et les liens forts de tes groupes offrent des avantages importants en terme de sécurité. Crée des groupes décentralisés basés sur l'affinité et la confiance. Respecte le principe du need-to-know.

Aborde les conflits au sein de tes groupes avant qu'ils ne puissent être exploités par la police. Certains conflits sont trop profonds pour être résolus : permets aux groupes de se réformer et se scinder plutôt que de forcer la cohésion.

Identifie quand et comment tes relations avec d'autres milieux politiques peuvent avoir un impact positif sur ta sécurité. Ta sécurité peut t'obliger à mentir ou cacher tes véritables intentions. Décide ce que tu es prêt·e à faire selon tes principes, pas ceux de l'État.

Estime la motivation et les ressources que la police peut probablement consacrer à enquêter sur tes actions, et prends des mesures de sécurité appropriées en fonction de cette estimation. Étudie les opérations répressives passées. Envisage de t'entraîner avec des actions plus petites avant d'en mener des plus grandes. Avant, pendant, et après une action, minimise le fait de laisser des traces qui pourraient remonter jusqu'à toi. Décide quels risques tu es prêt·e à prendre, et avec quelles conséquences tu pourrais vivre.

Envisage le fait que les activités de la police sont contraintes par le besoin relatif de l'État de respecter les « droits de l'homme. »

La police n'est pas toute-puissante. Tu peux la surprendre, tu peux la battre, tu peux passer entre ses mailles. On te souhaite du courage, de la force et de la chance.

Écrit et publié le 22 août 2025 par le ***No Trace Project***

Sous la lame de l'ennemi : À la recherche de pratiques anarchistes contre la torture

Cet été, un nouveau zine a été publié par le No Trace Project, une contribution importante au débat sur la manière dont nous, les anarchistes, pouvons faire face à la répression étatique, et en particulier à l'un des aspects les moins abordés de cette répression : celui de la torture. Le zine est actuellement disponible uniquement en anglais, et vous pouvez le lire et le télécharger via le lien suivant :

https://www.notrace.how/resources/read/under-the-enemy-s-blade.html

Celles et ceux qui souhaitent traduire le zine, ou tout autre texte du site web de No Trace, peuvent les contacter directement à l'adresse e-mail suivante :

notrace@autistici.org

Pour une communication chiffrée, la cléPGP est disponible via

personne inconnue attaque Oshkosh Defense, spécialisée dans la conception et la production de véhicules militaires et d'armements, avec un engin incendiaire. Le feu a causé des dégâts au bâtiment mais a été éteint par un employé avant de s'aggraver.

11 juillet, Athènes, Grèce : Attaque incendiaire contre un véhicule de la société allemande AEG par un groupe d'anarchistes en solidarité avec la grève de la faim de Maja.

12 juillet, Athènes, Grèce : Lors du procès des camarades accusés des actions de la *Synergie de la Vengeance* et de la *Réponse Armée*, après que le procureur a proposé d'accuser cinq des prévenus d'appartenance à une organisation terroriste, certains prévenus ont attaqué les policiers en tentant de s'échapper. Pour plus de détails, voir page 12.

13 juillet, Athènes, Grèce : Attaque incendiaire contre un van du groupe de construction AVAX par un groupe d'anarchistes.

« […] D'innombrables places ont disparu à cause des travaux de la ligne 4 du métro, altérant ainsi le caractère des quartiers, supprimant les principaux lieux de socialisation non touchés par l'assaut du capital, non saturés de magasins dominés par la culture de la surconsommation et des loisirs insignifiants. Nous ne négligeons cependant pas les avantages de ce projet, si jamais il est terminé… Assurer des déplacements rapides pour des personnes qui s'étiolent sous le poids de la misérable routine centrée sur le salariat, l'aliénation et les relations sociales superficielles, et bien sûr le consumérisme. AVAX est également responsable de la transformation des métropoles en déserts de béton, en prisons ouvertes avec systèmes de surveillance panoptiques enregistrant et contrôlant chacun de nos mouvements afin de protéger les intérêts de l'élite économique. Un exemple flagrant est la rénovation d'Helliniko menée par AVAX et pour laquelle des milliards d'euros ont été investis. Helliniko se transforme en centre d'affaires et station touristique pour les grands bourgeois, incarnant la vision des « villes intelligentes », soit la dystopie contemporaine […] »

13 juillet, Calgary, Canada : Des actionnistes pro-Palestine ont brisé des vitres et incendié un entrepôt de Raytheon Technologies, l'un des principaux fournisseurs d'armes et de technologie pour Israël.

14 juillet, Toulouse, France : Incendie de quatre véhicules de VINCI Energies pour sa participation dans le nucléaire, l'exploitation minière, la construction de prisons et le commerce d'armes.

« […] juillet 2025, VINCI Energies a signé un accord pour acquérir Wärtsilä SAM Electronics GmbH, basée à Hambourg en Allemagne. Cette acquisition via sa marque Actemium étend son implication dans le marché de la défense en Allemagne, où le gouvernement ne cache pas son militarisme. Ce que les gouvernements appellent pudiquement Défense est surtout leur garantie de rester au pouvoir et de permettre aux industries de prospérer.

On devine également qu'une fois tout détruit, ce seront encore les mêmes entreprises invitées sur le marché de la reconstruction : Bouygues, Eiffage et Vinci…

Après avoir vanté la production verte via le programme européen Green New Deal, on tente de nous faire avaler la prochaine arnaque de production militariste avec les accords « Rearm Europe ». Ces accords imposent une stratégie de défense jusqu'en 2030, mobilisant tous les budgets militaires en Europe, effrayée de perdre ses alliances et sa place sur le libre marché. Tentons de bifurquer de cette direction. […] »

14 juillet, Bielefeld, Allemagne : Attaque avec bris de vitres du bâtiment du parquet de Bielefeld en solidarité avec la grève de la faim de Maja.

14 juillet, Hongrie : Ièl camarade emprisonné Maja interrompt sa grève de la faim.

16 juillet, Melbourne, Australie : Attaque avec marteaux et peinture contre le siège de Toll Holdings par un groupe anonyme d'anti-autoritaristes pro-Palestine. Toll Holdings est

est une société logistique transportant des armes vers les USA et fournissant l'armée australienne.

18 juillet, Athènes, Grèce : Fin du procès de la Synergy of Vengeance, où le camarade anarchiste Andreas Floros a été acquitté à l'unanimité pour absence de preuves quant à son appartenance à l'organisation et acquitté de toutes les autres accusations. Pour plus de détails, voir page 12.

21 juillet, Leipzig, Allemagne : Un groupe se signant « centre pour la destruction politique de propriétés » attaque une succursale de Sachsenforst en solidarité avec Maja. Sachsenforst est une entreprise publique ayant joué un rôle dans l'évacuation de Heibo, une forêt près de Dresde occupée de 2021 à début 2023 pour empêcher sa déforestation et l'excavation d'une carrière de gravier.

21 juillet, New York, USA : Jakhi Lodgson-McCray, militant pro-Palestine recherché, se rend aux autorités cinq semaines après l'incendie de 10 véhicules de la police de New York (NYPD) et d'une remorque de police. Sa déclaration avant sa reddition se trouve à la page 13.

22 juillet, Santiago, Chili : Des lycéens masqués de José Victorino Lastarria dressent des barricades, affrontent la police avec des cocktails Molotov, distribuent des tracts et affichent des banderoles en solidarité avec les compagnons emprisonnés Aldo et Lucas.

22 juillet, Philadelphie, Pennsylvanie, USA : Un groupe anonyme d'anti-autoritaristes peint au spray les caméras installées dans le Malcolm X Park.

« […] Nous voulons que le parc reste un lieu où les gens peuvent se rencontrer et se retrouver sans surveillance […]. Nous portons dans nos cœurs deux personnes accusées d'attaquer ICE et la police, récemment capturées après avoir été en fuite, Jahki et Benjamin Song.

Solidarité avec toutes celles et ceux qui combattent ICE et la police ! »

23 juillet, Hood River, Oregon, USA : Des anarchistes incendient un van d'Insitu devant les bureaux de l'entreprise.

« […] Ce feu a été allumé car la croissance de l'État de sécurité nationale constitue une menace existentielle pour tous ceux qui rêvent d'un monde libre. Nous agissons en totale opposition à ceux qui facilitent et profitent du militarisme, du contrôle et de la surveillance.

Insitu, filiale de Boeing, développe et fabrique des drones pour usage militaire et policier. Les drones de surveillance Boeing Insitu RQ-21 Blackjack et MQ-27 ScanEagle sont intégrés aux systèmes d'armes de la Marine et du Corps des Marines américains. Les UAV ScanEagle sont utilisés activement par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite dans la guerre civile au Yémen.

En 2023, l'agence des douanes a évalué les technologies des drones Blackjack et ScanEagle pour la surveillance à la frontière US-Mexique. En 2011, Insitu a introduit l'Inceptor, petit hélicoptère sans pilote conçu pour tenir dans le coffre des voitures de police. Cela démontre que la technologie développée pour des interventions militaires à l'étranger sera toujours réutilisée pour la contre-insurrection et la répression domestique via la police et les contrôles frontaliers.

Alors qu'Israël poursuit sa guerre génocidaire contre le peuple de Gaza, nous n'oublierons pas que Boeing est l'un des principaux fabricants d'armes et d'équipements militaires pour l'IDF, y compris F-15 et hélicoptères Apache. Boeing fournit à Israël les armes et technologies permettant ce génocide. Nous avons réalisé cette action comme geste de solidarité modeste avec la résistance palestinienne — à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés — du fleuve à la mer.

Pour celles et ceux qui brûlent, quelques anarchistes »

25 juillet, Athènes, Grèce : Attaque incendiaire contre un scooter privé de policier dans le quartier Helliniko par les « Négateurs de la paix sociale »

Le lien suivant:
https://www.notrace.how/notrace.asc
Vous trouverez ci-dessous l'avant-propos et l'après-propos du zine.

La torture — l'infliction délibérée de souffrances physiques ou psychologiques graves pour punir, interroger ou intimider — est l'un des outils utilisés par l'État et ses alliés dans leur guerre contre les anarchistes. Quelles stratégies individuelles et collectives les anarchistes peuvent-ils mettre en place pour se préparer à, résister à, et riposter contre la torture ? Cette collection de textes vise à répondre à cette question en partageant les expériences et les réflexions d'anarchistes, de communistes et d'autres militants qui ont été confrontés à la torture au cours des cinq dernières décennies.

La torture est l'un des défis les plus difficiles que nos mouvements peuvent rencontrer. Comment se préparer au risque de torture ? Comment s'organiser de sorte que si un·e camarade est capturé·e, torturé·e et parle, les risques pour d'autres camarades et nos activités soient minimisés ? Devons-nous nous engager à ne pas parler sous la torture ? Comment ne pas parler face aux traitements physiques et psychologiques les plus brutaux ? Comment gérer les camarades qui ont parlé sous la torture ? Comment riposter contre les tortionnaires ? Comment aider les survivant·e·s de la torture à gérer leur douleur et leurs traumatismes ?

Nous avons fait un effort pour sélectionner des textes qui peuvent aider les camarades à répondre à ces questions ici et maintenant, sans compter sur l'application des lois internationales ou le lobbying des ONG humanitaires. Chaque texte est précédé d'une courte introduction où nous présentons l'auteur et le contexte de publication original. Certains des textes incluent des descriptions explicites des actes de torture.

Nous tenons à exprimer notre gratitude aux auteurs des textes, ainsi qu'aux traducteurs et traductrices qui ont rendu leur inclusion dans cette collection possible.

[…]

Dans « L'invité inattendu », Alfredo Bonanno écrivait que le pouvoir « contient en lui-même l'urgence qui le pousse à recourir au massacre et à la torture. » Nous croyons que cela est vrai. Les dictatures militaires doivent torturer régulièrement pour assurer leur auto-préservation. Les démocraties, si elles ne torturent pas déjà régulièrement, le feront dès qu'elles se sentiront suffisamment menacées. Les organisations souterraines ne sont certainement pas immunisées : neuf ans après que Nathan Gilbert Quimpo ait été torturé par l'armée pour son appartenance au Parti communiste des Philippines, l'aile armée du Parti aurait torturé et tué au moins 60 de ses propres sympathisant·e·s dans une « purge » de masse. Nous soutenons donc que la question de la torture concerne tou·te·s celles et ceux qui veulent abolir toutes les institutions qui perpétuent l'autorité, et le pouvoir qu'elles portent en elles.

Alors, que faire ?

Nous suggérons qu'une première étape pour les anarchistes contre la torture soit de réaliser une évaluation des risques et des modalités de la torture dans leur contexte, y compris :

- Les critères de sélection pour la torture. Le fait qu'une personne soit torturée après son arrestation peut dépendre des crimes qu'elle est soupçonnée d'avoir commis, de son affiliation politique ou de son affiliation politique supposée, de son ethnie, de sa nationalité, de son identité de genre ou de son expression, de son orientation sexuelle, de sa religion, etc.
- L'objectif de la torture. Bien que toute torture, dans une certaine mesure, serve à intimider la victime et/ou des tiers, certaines tortures sont véritablement menées dans l'espoir d'extraire des informations de la victime, tandis que d'autres tortures ont uniquement pour but de terroriser. [1]
- Les techniques de torture. Celles-ci peuvent dépendre des instructions et des habitudes des tortionnaires, ainsi que de leur volonté ou non de laisser des marques durables de torture sur la victime et/ou de tuer la victime de la torture.
- La durée de la torture. La torture peut être limitée au moment de l'arrestation, ou ne se produire que ou principalement dans les premières heures ou journées de détention, ou durer des semaines, des mois, voire des années.

Les anarchistes peuvent ensuite développer des stratégies individuelles et collectives basées sur cette évaluation, telles que :

- Une insistance sur les principes de sécurité tels que la compartimentation et le principe du besoin de savoir. Les camarades devraient savoir le moins possible d'informations sensibles, afin de ne pas avoir trop d'informations à donner aux tortionnaires.
- Des protocoles de communication permettant de savoir aussi vite que possible lorsqu'un·e camarade est arrêté·e, afin de prendre des mesures immédiates pour :
  - Protéger le·la camarade arrêté·e. Dans certains contextes où la torture est limitée aux premières heures ou aux premiers jours de détention, mettre la pression sur les autorités dès que possible après l'arrestation (par exemple en impliquant des avocats ou des journalistes) peut aider à arrêter la torture ou limiter la gravité des actes de torture.
  - Protéger les camarades encore libres, au cas où le·la camarade arrêté·e « parle ». Cela dépendra de ce que le·la camarade arrêté·e sait et peut inclure l'abandon des maisons sûres, l'arrêt des projets, l'entrée en clandestinité, etc.
- Se préparer psychologiquement à résister à la torture. Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de recommander des techniques de préparation éprouvées, nous ne pouvons qu'espérer que les réflexions partagées dans cette collection puissent être utiles.

Puis vient un problème difficile : comment gérer les camarades qui ont été torturé·e·s après leur libération, qu'ils·elles admettent ou non avoir « parlé » sous la torture, que nous les croyions ou non. Dmitry Petrov écrit que celles et ceux qui ont parlé « peuvent difficilement rester nos camarades et participant·e·s au mouvement anarchiste ». Andrés Tzompaxtle Tecpile nous montre que lorsque les enjeux sont élevés, ne pas avoir parlé peut ne pas suffire et vos camarades peuvent ne pas vous croire. Nous n'avons pas de réponse, mais nous aimerions poser des questions. Pouvons-nous avoir des approches nuancées ? Pouvons-nous effectuer des évaluations éthiques au cas par cas, avec la participation de la victime de la torture, aussi difficile que cela soit ? Pouvons-nous donner une seconde chance ? Lorsque nous ne savons pas ce qu'il faut croire, pouvons-nous à la fois suspendre notre confiance en un camarade et l'accompagner, l'aider à guérir sa douleur et son traumatisme, même si cette personne reste, temporairement ou définitivement, exclue de nos activités ? À travers la torture, nos ennemis cherchent à nous détruire et à nous isoler. Si nous sommes capables de nous poser toutes ces questions, cela ne nous aidera-t-il pas à éviter cette destruction et cet isolement, ne nous rapprochera-t-il pas de la chute de nos ennemis ?

Dans l'avant-propos de cette collection, nous avons écrit que la torture est un outil « utilisé par l'État et ses alliés dans leur guerre contre les anarchistes ». Nous n'avons pas utilisé le terme « guerre » à la légère, et c'est dans ce cadre que nous avons inclus dans cette collection des textes qui présentent l'assassinat des tortionnaires comme une réponse potentiellement utile et appropriée à cet aspect particulier de la violence étatique. Encore une fois, nous n'avons pas de réponses. Nous ne pouvons qu'encourager les camarades à utiliser leur meilleur jugement dans toutes les situations et espérer que cette collection puisse aider à obtenir une idée plus claire des enjeux en présence.

Nous voudrions partager quelques mots de Haifa Zangana, écrivaine, peintre et militante révolutionnaire irakienne, tirés d'un livre dans lequel elle raconte son expérience de répression politique, de torture et d'exil :

> *« La tristesse est-elle le premier et le dernier lieu de*
> *repos ? Est-ce l'élément qui brise les rêves ? Agonie,*
> *éloigne-toi et laisse les gens errer à travers les forêts*
> *de leurs rêves. Au bout du couloir se tient une fille qui*
> *parle au soleil de sa peur de l'obscurité, levant un*
> *doigt, suppliant chacun de nous : N'est-il pas temps*
> *de rendre à l'espoir une partie de sa gloire ? »*
> *— Haifa Zangana, Dreaming of Baghdad, 2009*

Force et courage à tou·te·s les ami·e·s et camarades partout,
No Trace Project

---

[1] N.T.P. note : Par exemple, la torture systématique à la prison de Diyarbakır en Turquie au milieu des années 1980 visait à terroriser les Kurdes avec l'objectif plus large d'éradiquer l'identité kurde.

Informations utiles pour les anarchistes sur l'action du dossier d'enquête de l'Opération Diana.

En Italie, dans le cadre de la soi-disant Opération Diana, après un effort extrêmement persistant de la part de la police, le camarade et fugitif Luca Dolce, également connu sous le nom de Stecco, est localisé, arrêté et finalement condamné en mars 2025 à 3 ans et 6 mois de prison pour avoir falsifié des documents pour un autre camarade fugitif, Juan.

Le nombre de personnel et de ressources que la police a déployé pour le localiser est vraiment impressionnant, et le dossier d'enquête de cette opération est un véritable trésor pour les anarchistes de l'action, ainsi que pour celles et ceux qui, de manière générale, souhaitent comprendre comment la police opère dans la surveillance et l'identification des individus. Dans cet article, nous présentons un résumé du dossier d'enquête de l'Opération Diana qui a été rédigé par des camarades et publié dans le média de contre-information italien Il Rovescio.

Dans le dossier de l'opération Diana sont reproduits, intégralement ou en partie, les dossiers de différentes procédures pénales. L'un d'entre elles est celle en vertu de l'article 270 bis , contre plusieurs compagnons, compagnonnes et proches de notre ami et compagnon Stecco.

Ce que l'État a mis en œuvre pour l'interpeller est plutôt impressionnant. Si l'on garde à l'esprit que Stecco, quand il s'est mis au vert, devait purger une peine définitive de trois ans et six mois, la disproportion entre sa condamnation et l'acharnement des flics pour le trouver révèle à quel point l'État considère insupportable que l'on puisse se soustraire à ses prisons et à quel point le traitement réservé aux anarchistes est caractérisé, bien que dans le cadre d'un durcissement répressif général, par une nature sans doute spéciale.

Très souvent, c'est par la lecture des dossiers des enquêtes policières-judiciaires qu'on acquiert une connaissance actualisée des techniques utilisées par la police politique contre des compagnons et des compagnonnes. Il est donc important que les indications qu'on peut en tirer soient partagées.

Au moment de le faire, il est toujours nécessaire de garder à l'esprit deux aspects : le premier est qu'il s'agit là d'un matériel fourni par l'ennemi ; le deuxième est que le partage de ce matériel (bien entendu sélectionné et en enlevant les noms qui apparaissent dans le dossier) peut involontairement produire le sentiment d'une sorte de toute-puissance de l'ennemi, avec son accompagnement de paranoïa et de manque de confiance dans ses propres moyens. Il convient donc de rappeler que le déploiement d'hommes et de moyens pour chercher des personnes en cavale n'est pas le même qu'ils adoptent pour la surveillance/les enquêtes dans d'autres circonstances qui ont lieu pendant des mouvements et des luttes ; que, malgré le progrès policier-technologique, certains compagnons recherchés ont savouré la liberté pendant des mois ou des années ; qu'en ce moment même, en Europe et dans le monde, il y a des des compagnonnes et des compagnons en cavale.

Savoir comment l'adversaire agit est nécessaire pour adopter les contre-mesures les plus opportunes, en apprenant de erreurs et en tirant profit des expériences.

Commençons par quelques données quantitatives, pour donner une idée de l'extension de l'intervention policière :

– des caméras devant six habitations.

– Des sonorisations à l'intérieur de la maison d'une personne proche de Stecco, dans celle d'autres personnes en lien avec un individu qui faisait l'objet de leurs « attentions » spéciales et dans l'espace anarchiste « El Tavan ».

– Des écoutes téléphoniques sur les lignes de plus de quarante personnes : des compagnonnes et des compagnons, mais aussi des ami.es et des proches.

– Dans un cas, des sonorisations « ponctuelles », quand ils pensaient qu'une personne proche de Stecco aurait pu rencontrer une personne qui, selon la DIGOS [la police politique], aurait pu lui fournir des informations sur ce dernier.

– Une personne qui faisait l'objet de leurs « attentions » spéciales a été suivie au moins une fois par des agents du Renseignement (l'en-tête du PV est « Ministère de l'Intérieur », alors que toutes les autres sont celles des différentes Préfectures de police).

– L'analyse de l'historique des fadettes téléphoniques de 69 personnes et d'une cabine téléphonique (la durée maximale qu'on peut remonter en arrière est de 72 mois).

– Des GPS installés sur 12 voitures. Pour certains proches de Stecco, dans les voitures il y avait aussi des micros et des caméras-espionnes.

– Une « attention » spéciale prêtée aux plaques minéralogiques de 311 voitures.

– La requête des historique des comptes bancaires de 59 personnes, pour vérifier l'existence de mouvements « suspects », qu'on pourrait relier à un appui économique à sa fuite.

– L'installation d'un dispositif de suivi (plus précisément un dispositif GSM, donc non satellitaire mais de type téléphonique, nommé « Spora », un traceur miniature qui communique en temps réel à un téléphone utilisé par la police quelle cellule radio il utilise) sur un vélo qu'ils pensaient que Stecco pouvait utiliser, car identifié par une caméra de surveillance dans un village où il avait été filmé pendant sa cavale.

– Dans ce cas, comme dans le cas de la cavale d'un autre compagnon, les flics ont retrouvé des documents d'identité falsifiés, avec des états civils de personnes réellement existantes. Ils ont donc recherché et interrogé les personnes en question, dans le but de comparer leurs déplacements et les nuits passées dans des hôtels et de contrôler les mouvements de certains comptes bancaires (et aussi, au moins dans un cas, de contrôler une carte de fidélité Decathlon, où est mémorisée une chronologie des achats effectués), pour des périodes de plusieurs années (plus de dix) dans le passé.

– Ils ont mobilisé la police politique des provinces de Trévise, Padoue, Vérone, Brescia, Bergame, Milan, Trente, Trieste et Gênes. Du moment où ils ont commencé à « resserrer l'étau », la DIGOS de Trente a reçu du personnel supplémentaire en permanence, sûrement au moins un agent venant de Trieste.

Pour une analyse plus qualitative, par contre, il faut examiner le détail des techniques utilisées. Pour résumer, les enquêtes ont avancé selon deux lignes : l'analyse d'une quantité énorme de donnée téléphoniques et la surveillance presque constante de certaines personnes, avec une attention particulière à leurs absences de leurs lieux de résidence. Quand ces personnes sont repérées à nouveau, les flics reconstruisent à rebours, autant que possible, leurs déplacements. La collecte des données est effectuée avec calme et de manière systématique. Voici quelques exemples :

– deux compagnons qui font un voyage en train sont filés par quatre agents de la DIGOS, qui se placent, deux par deux, à chaque bout du train. Dans chacune des stations intermédiaires, il y a aussi deux policiers en civil, au cas où les compagnons descendent du train ; pour ce faire, c'est la police politique de sept provinces qui a été mise à contribution. En lisant le dossier, il semblerait que cette filature ait été décidé à la dernière minute, quand, la veille, la police a appris, par le biais des micros installés dans la maison de personnes proches de l'un des deux compagnons, que celui-ci serait parti en train le lendemain.

– En lisant le dossier, on apprend que les flics, en plus de demander à RFI [la société gestionnaire du réseau ferroviaire italien] d'avoir accès aux enregistrements des caméras des gares, ont demandé au juge d'instruction l'autorisation d'installer des caméras à eux dans la gare de Rovereto, pour pouvoir avoir un accès immédiat aux images, depuis le commissariat. Ils ont aussi pu voir quels tickets ont été émis par chacun des distributeurs automatiques de tickets, les recherches qui y ont été effectuées, même sans que des tickets aient été achetés, et avoir accès aux caméras qui, parfois, sont installées directement sur les distributeurs. Ces caméras conservent leurs vidéo pendant un maximum de dix jours (malgré le fait que la durée maximale générale, pour les « infrastructures nécessitant d'être particulièrement protégées », soit de sept jours, sauf cas exceptionnels, selon le décret de 2010 de l'Autorité de garantie de la vie privée).

– Étant donné que les flics ont vu qu'une personne qui faisait l'objet de leurs « attentions » spéciales avait cherché les horaires des trains pour une ville donnée, sur un distributeur automatique de tickets, quand cette personne est partie, ils ont visionné les vidéos des caméras de la gare de cette ville et d'au moins quatre autres gares. Il est probables qu'ils aient analysé les données [vidéos] de plusieurs gares qui se trouvent le long des lignes qui portent à la ville pour laquelle la recherche avait été effectuée. Étant donné que ces données sont effacées après sept jours, la DIGOS de Trente s'est précipitée aux bureaux de RFI Lombardia, à Milan, parce qu'ils pensaient avoir repéré la personne en question dans une gare (qui n'était ni celle recherchée sur le distributeur automatique, ni l'une de celles proches de son habitation) où elle était passée sept jours auparavant et il y avait le risque d'une réécriture des vidéos, avant qu'ils aient pu les télécharger.

– Dans la tentative de reconstruire le parcours d'une personne, les flics regardent les vidéos de surveillance d'un commerce situé à l'extérieur d'une gare où ils pensent l'avoir repérée, en plus des caméras du train dans lequel ils pensent qu'elle soit montée, en cette station. Étant donné que, grâce à ces dernières vidéos, ils voient que, pendant le voyage, la personne en question lit le dernier numéro d'une revue anarchiste sortie depuis peu, ils demandent aussi l'historique du compte bancaire de la revue.

– Pour reconstruire à rebours le parcours qui l'a amenée à cette gare, ils se concentrent au début sur les trains Intercity, puisque le ticket est obligatoirement nominatif. Dans la liste obtenue par FSI [la SNCF italienne ; NdAtt.], ils identifient un acronyme qu'il pensent relié à cette personne, alors ils vérifient où le ticket a été émis. Les vidéos de la gare où le ticket a été acheté ne sont plus disponibles, car la durée de leur conservation a été dépassée, alors ils essayent de reconstruire la manière dont la personne en question est arrivée dans la gare où elle a acheté le ticket.

Après avoir mis de côté les Intercity, parce qu'ils n'ont pas trouvé de noms possiblement liés aux personnes sous surveillance, ils se concentrent sur les trains régionaux et ils demandent à FSI de leur communiquer le nombre de tickets émis, pour chaque train, par les distributeurs automatiques des gares de départ, de celles intermédiaires et d'autres, proches des localité « habituellement fréquentées » par des anarchistes : les Chemin de fer leur transmettent 150 pages de listes. Ils vérifient aussi les ferrys et les bus. Étant donné qu'ils ne trouvent rien, ils demandent les mêmes informations à propos d'autres 69 gares, ainsi que la liste des amendes émises dans cinq trains régionaux. En même temps, ils demandent aux Chemins de fer la liste de tous les tickets achetés, au cours des mois précédents, au nom de l'acronyme qu'ils ont remarqué, ainsi que d'activer une « alerte de signalisation automatique » au cas où celui-ci devait être à nouveau utilisé lors de l'achat de billets.

– Pour reconstruire les déplacements de certaines voitures, ils regardent les vidéos des caméras de différents péages autoroutiers ; quand ils repèrent une voiture à un péage considéré comme suspect, ils vérifient aussi les caméras des villes, qui filment la voie publique.

– Quand elle a identifié le secteur où ils pensent que Stecco aurait pu se trouver, la DIGOS a demandé d'installer cinq caméras de type « vidéo à longue distance », avec reconnaissance faciale, et dix caméras pour « enregistrement vidéo intérieur/extérieur » aux alentour d'une gare donnée, y compris aux arrêts de bus (urbains et extra-urbains). Il n'y a aucune trace de la demande faite par le procureur au juge, du coup nous ne savons pas si elles ont été effectivement installées ou pas. Les flics analysent aussi les vidéos des caméras présentes dans les bus. Ils demandent l'autorisation de mettre sous surveillance le téléphone d'une personne et

« […] Cette action n'était pas aléatoire, nous avons choisi d'attaquer un agent en uniforme alors que l'État renforce de plus en plus les forces de sécurité avec des fonds supplémentaires, équipements et personnel, ainsi que des privilèges. Cela fait partie d'une stratégie pour protéger la paix sociale contre les résistances, contre celles et ceux qui luttent, l'ennemi intérieur, l'espace anarchiste. Ainsi, les policiers sont utilisés comme protecteurs des puissants politiquement et économiquement, assurant leurs intérêts. Par la même stratégie, l'État militarise la répression et le contrôle, durcit les lois et le code pénal, déplace ceux qui sont superflus et stérilise les centres urbains et les espaces publics, évacue les squats tout en renforçant la sécurité pour protéger le commerce, le tourisme, les constructions, en général les projets de gentrification et d'investissement au détriment des pauvres et des persécutés.

Avec cette action, nous rappelons que pour nous aucun policier ne peut dormir tranquille et tous sont responsables dès qu'ils décident consciemment de soutenir l'État et la domination. […] »

26 juillet, Thessalonique, Grèce : Une forte explosion causée par un engin explosif a provoqué des dégâts étendus dans l'immeuble du président des surveillants pénitentiaires grecs et chef de la prison de Diavata, endommageant également six véhicules et blessant deux personnes. Selon les habitants, l'explosion, audible à plus d'un kilomètre, a utilisé au moins trois kilos d'explosif.

La police concentre ses investigations sur la possible relation avec la position de la victime, un acte de vengeance potentiellement "terroriste" ou "mafieux".

En réponse, des forces armées de la police E.K.A.M. ont perquisitionné la prison de Diavata, sans qu'aucune connexion avec les auteurs n'ait été trouvée à l'intérieur ou à l'extérieur.

29 juillet, Pays de la Loire, France : Dans le cadre de la lutte contre les CRA, les frontières et la détention, un bâtiment municipal à Chantenay a été attaqué avec des marteaux et des slogans peints au spray.

« […] Traqués par les institutions de l'État — CAF, France Travail, inspecteurs ou flics — les sans-papiers sont des indésirables utiles aux patrons qui peuvent les exploiter pour presque rien (voire rien du tout), la menace constante d'expulsion planant au-dessus de leur tête. Ils sont considérés jetables et indésirables, que ce soit par la droite ou la gauche, cherchant seulement à accentuer leur exploitation et faciliter leurs expulsions.

Contre l'État et contre ceux qui aspirent à le gérer (droite ou gauche), reprenons l'offensive. Pour des cendres de rétention, feu à toutes les prisons !

Contre l'apathie, vive l'attaque !

Sabotons la machine à expulser !

Mort à l'État, vive l'anarchie ! »

31 juillet, Düsseldorf, Allemagne : Dans le cadre de la campagne "Switch off the system of destruction" contre la destruction environnementale par le techno-industrialisme, les Kommando Angry Birds ont saboté les voies ferrées du Rhin-Alpes, au nord de l'aéroport de Düsseldorf, point de congestion majeur pour le trafic ferroviaire ayant des impacts directs et indirects sur une large région incluant Amsterdam, Duisbourg, Cologne, Francfort, Mannheim, Bâle, Zurich, Milan, Gênes.

31 juillet, Xanthi, Grèce : Évacuation du repaire autonome de Xanthi, où la police a fracturé la porte et détruit la façade.

1er août, Santiago, Chili : Barricades en flammes dans les rues de la capitale chilienne marquant le début du Août Noir, un mois d'action en mémoire des camarades Lupi, Tortuga et Belén.
1er août, Delémont, Suisse : Incendie massif de véhicules de BKW et du hangar où ils étaient stationnés, dans le cadre de la lutte locale contre le projet de fracturation hydraulique de Glovelier.
2 août, Hohenmölsen, Allemagne : Des inconnus ont incendié des câbles le long d'une ligne commerciale transportant du charbon.
4 août, Isère, France : Incendie d'un véhicule de France Travail à La Côte-Saint-André, affectant également le bâtiment où il était stationné. France Travail est le service français de l'emploi et subit fréquemment des attaques en raison de ses politiques anti-travailleurs.
5 août, Leipzig, Allemagne : Incendie de quatre voitures de Teilauto, entreprise locale de partage de voitures collaborant avec la police municipale.
« Au cours des dernières années, des voitures appartenant au service municipal chargé de faire respecter l'ordre public, appelé « police municipale » [Polizeibehörde] à Leipzig, ont pris feu spontanément à plusieurs reprises.
En 2020, ils ont perdu tellement de voitures qu'ils ne pouvaient plus répondre à leurs interventions, notamment pendant le confinement pour harceler des personnes dans les parcs, appliquer les règles 2G, etc. Pour rétablir leur capacité d'intervention, ils utilisaient les véhicules de Teilauto. Nous considérons cela comme un soutien à un État de plus en plus autoritaire et avons donc incendié 4 Teilautos dans la nuit du 4 au 5 août à Karl-Heine-Straße.
Nous nous moquons de savoir si les patrons pleurent maintenant qu'ils se prétendent écoresponsables. Nous ne croyons pas aux réformes dans le capitalisme et ne faisons pas la paix avec l'État !
Liberté pour Maja, M.+ N. et tous les prisonniers !
Pour l'anarchie ! »
6 août, Corfou, Grèce : Sabotage massif de boîtes à clés Airbnb par la Collectivité Intersectionnelle Anti-autoritaire SFIKES.
« Cette action constitue la résistance minimale contre les propriétaires Airbnb professionnels, le tourisme et la gentrification urbaine. Corfou N'EST PAS le "paradis" que les guides touristiques présentent. L'obsession du tourisme a conduit à la vente effective de la ville, supposée être un site du patrimoine mondial de l'UNESCO, morcelée en appartements en boîte et villas de luxe inaccessibles aux personnes ordinaires.
La gentrification ne crée aucun développement mais détruit les communautés et corrode nos relations interpersonnelles, indépendantes de tout concept de profit. La force de notre action réside surtout dans sa capacité à déplacer le récit. Tant que vous présentez Corfou comme une destination touristique "pittoresque" et "cosmopolite" et nous déplacez, nous vous dérangeons et rappelons qu'ici vivent, en plus des propriétaires et touristes, des étudiants, travailleurs, médecins et enseignants.
Il est temps de réaliser que le pouvoir, sous toutes ses formes, n'est pas omnipotent mais vulnérable à notre désobéissance et résistance collectives. Chaque attaque contre Airbnb, unités touristiques de grands capitaux ou prétendues "maisons bien entretenues" vise à révéler la violence systémique et constitue un coup porté à l'idée que le logement de qualité est un privilège de quelques-uns et s'achète. »
6 août, St. Louis, Missouri, USA : Incendie d'une voiture privée d'un soldat américain ayant servi dans l'armée israélienne.
7 août, Santiago, Chili : Barricades en flammes dans le quartier La Victoria en mémoire des camarades Lupi, Tortuga et Belén.
8 août, Nouvelle-Aquitaine, France : Sabotage d'un mât de mesure dans la zone de La Payratte, où les habitants s'opposent à la

de sa mère et d'avoir accès à leurs fadettes, parce que, par le passée, ils avaient loué des maisons à des compagnons, dans ce secteur.
– Après avoir interpellé Stecco, ils montrent sa photo et posent des questions à des nombreux habitants du coin, jusqu'à quand ils trouvent la maison où il aurait vécu. Ils prélèvent des empreintes digitales et des traces d'ADN sur tout ce qu'ils saisissent dans la maison.
– En ce qui concerne les recherches sur la téléphonie, il faut signaler que ce ne sont pas seulement les numéros de téléphone qui sont mis sous surveillance, mais aussi les boîtiers dans lesquels certaine cartes SIM ont été insérées, par le biais de leurs numéros IMEI. Cela n'a pas lieu pour tous les numéros de téléphone, mais seulement pour ceux considérés comme plus « intéressants » et il paraît qu'il suffise que la carte SIM soit insérée une seule fois (et utilisée). De plus, comme on le sait déjà, la surveillance comporte aussi la géolocalisation du téléphone, même si ce n'est pas un smartphone (bien que, dans ce cas, ils puissent connaître seulement les cellules radios auxquelles il se connecte et non sa position exacte).
– En ce qui concerne l'analyse de la téléphonie, quand ils ont resserré l'étau sur une zone géographique donnée, ils cherchent dans les listes déjà obtenues d'éventuels numéros d'anarchistes qui y habitent (c'est à dire si l'une des 69 personnes dont ils ont les fadettes a appelé quelqu'un qui habitait dans ce secteur, au cours des six années précédentes), ensuite tous les appels effectués par Stecco, au cours des cinq années précédents (avant qu'il ne se mette au vert), à des numéros se trouvant dans cette zone.
– Ils cherchent dans les fadettes s'il y a eu des appels reçus de cabines téléphoniques. Ensuite, ils cherchent si, de la cabine dont ils ont les « fadettes », ont été passés des appels à des numéros de téléphone étrangers ; quand ils les ont trouvés, ils vérifient si ces numéros ont appelé les numéros apparaissant dans les fadettes. De plus, ils vérifient si, de cette cabine, ont été appelé des numéros de téléphone fixe ou mobile dans quatre régions italiennes données.
– Ils analysent les données du trafic téléphonique qui est passé par les cellules des opérateurs Tim, Wind, Vodafone et Iliad de neuf endroits, à des moments précis, quand ils pensent qu'il aurait pu y avoir des connexions avec un hypothétique téléphone utilisé par Stecco. Étant donné que leur quantité est énorme, ils essayent de les croiser avec les numéros qu'ils ont mis sous surveillance, ensuite avec tous les numéros qui ressortent des fadettes en leur possession. Cette typologie de recherche (les croisement des données issues de certaines cellules radio avec des numéros de téléphone repérés par l'analyse des fadettes) est répétée d'autres fois. En général, à plusieurs reprises on trouve l'analyse des fadettes téléphoniques, même très anciennes, et les tentatives de croiser les numéros ainsi obtenus avec les données qui sont progressivement collectées au cours de l'enquête.
– Malgré le fait qu'on ne les trouves pas dans le dossier, à des maintes reprises la DIGOS demande l'autorisation de télécharger les chats de Whatsapp et, dans un cas, aussi de Telegram.
– En ce qui concerne les enquêtes numériques, il faut signaler la tentative d'installer un logiciel espion (un virus informatique qui permet d'avoir un accès complet au dispositif « infecté ») « par procédure 1 clic », qui permet de transformer le smartphone d'un proche de Stecco en micro pour les écoutes de discussions (définition technique : « autoriser la surveillance numérique active, avec d'éventuelles écoutes de discussions, par l'activation du micro du mobile de type Android, sans root »). Concrètement, ils envoient à cette personne un SMS avec un lien, qui, si elle l'avait ouvert, aurait installé le virus. Étant donné que la personne n'a pas cliqué sur le lien, la DIGOS trouve le code PIN de son téléphone grâce à une caméra à haute définition installée à l'intérieur d'une voiture (ce qui leur permet de lire le code pendant qu'il est tapé sur le téléphone) et ils reçoivent l'autorisation à installer directement le virus quand ils auront momentanément le téléphone en leur possession. Il ne semble pas que cela ait eu lieu, parce que, entre-temps, les enquêtes ont pris une autre direction.
– En ce qui concerne les émails, il semble que seulement le fournisseur libero.it ait fourni les données sur les adresses émail (y compris les fichiers de Log), alors que d'autres fournisseurs n'auraient même pas répondu aux requêtes de la police (du moins, il n'y a pas de mention à ce sujet dans le dossier).
– En plus des émails, ils essayent d'obtenir toutes les données relatives aux services de Microsoft Account et de Google, y compris les achats effectués par le biais de ces plateformes.
À ce sujet, il est intéressant de noter l'analyse qu'ils font de l'ID GAIA (Google Account and Id Administration), pour lequel un numéro qu'ils pensent utilisé par Stecco reçoit un SMS. Quand on essaye d'accéder à une boite de messagerie électronique Gmail depuis un dispositif diffèrent de celui utilisé habituellement, Google demande une vérification additionnelle, en plus du mot de passe, en envoyant un SMS avec un code numérique au numéro de téléphone lié à l'adresse émail. Étant donné qu'un numéro lié à Stecco reçoit ce code, ils essayent de récupérer les données du compte Google en question. Pour ce faire, ils ont inséré ce numéro de téléphone dans la page d'accès de Gmail et, dans la page où on leur demande le mot de passe, ils ont cliqué avec la touche droite de la souris et choisi "Code source de la page". Une page avec le code HTML s'est ouverte, ils ont tapé CTRL+F (recherche) et, dans l'espace pour la recherche, ils ont donné la commande pour obtenir les 21 chiffres qui constituent l'ID GAIA, c'est à dire ‚[\" . Pour savoir à qui est associé cet ID, ils ont utilisé l'un des services de Google, c'est-à-dire Google maps (selon ce qu'ils disent, il semblerait qu'ils auraient pu utiliser n'importe quel service de Google, mais probablement Google maps est celui où l'on laisse le plus souvent des recensions ou d'autres contributions).
Concrètement, dans la barre de l'adresse ils ont tapé https://google.com/maps/contrib/ID GAIA pour visualiser toutes les recensions laissées par ce compte Google et identifier donc les autres adresses émail reliées. Ils ont donc demandé à Google toutes les données d'enregistrement des émails, les numéros de téléphone, la date à laquelle ceux-ci ont été associées aux adresses émail et aux données personnelles relatives à l'ID GAIA, ainsi que tous les fichiers de Log de toute connexion à ce compte. Il semble qu'ils n'aient pas reçu de réponse.
Pour essayer de faire une synthèse compréhensible : à chaque ID GAIA peuvent être liés plusieurs adresses émail et plusieurs numéros de téléphone et une fois que la police en connaît un, elle peut essayer de remonter aux autres.
– À la suite d'une écoute pendant laquelle une adresse émail est nommée, les flics demandent à Microsoft l'état civil, les données de facturation de ce compte, au cas où il y aurait eu des achats sur Microsoft Online Store, les Logs des connexions IP, toutes les adresses émail et les numéros de téléphone liés à cette adresse, ainsi que tous les clients qui se sont enregistrés avec un nom en lien avec cet émail. De plus, ils demandent au site subito.it [une espèce de « Le bon coin » italien ; NdAtt.] la liste des fichiers Log et des adresses IP utilisés par cette adresse émail.
– Dans un autre dossier, concernant la recherche d'un autre compagnon en cavale, nous avons trouvé ce passage à propos de la surveillance numérique, active et passive, d'un ordinateur : « Comme on le sait, au vu des technologies actuelles, il est assez difficile d'effectuer l'infection d'un ordinateur, puisque les variables qui déterminent le succès ou pas de ce service (système d'exploitation, antivirus, carte réseau) sont nombreuses. Il est donc, comme d'habitude, indispensable d'effectuer d'abord un étude de faisabilité, par une surveillance passive, pour établir la typologie du système d'exploitation utilisé et les éventuels antivirus actifs, et ensuite effectuer la surveillance numérique active. Le modalités pour effectuer l'inoculation du logiciel espion seront discutées ensuite avec les techniciens de l'entreprise chargée de l'inoculation du virus. Lors des filatures, on a remarqué que […] laisse parfois son ordinateur dans le coffre de sa voiture. […] quand il se rend au travail, à […]. Avec l'autorisation du magistrat, le technicien pourrait installer un fichier, avec l'ordinateur éteint (cela est faisable seulement en laissant une clef USB ou un autre support physique de mémoire inséré dans l'ordinateur), et une fois l'ordinateur démarré, ce fichier serait automatiquement exécuté par l'ordinateur et installera d'autres petits logiciels malveillants, nécessaires pour effectuer l'étude des logiciels présents sur l'ordinateur, de façon à optimiser, par la suite, le logiciel espion qui permettre la surveillance numérique demandée ».
– Après la saisie d'une clef Tails, ils essayent d'en trouver le mot de passe avec le logiciel « bruteforce-luks ». Ils précisent qu'il n'est pas possible de donner une estimation de la durée d'une telle opération.

Chose remarquable, la seule des onze côtes qui composent le dossier « Diana » qui est vide est celle avec le titre « Dépenses ». Il y a néanmoins quelques devis pour la location des dispositifs de surveillance, d'où, d'ailleurs, ressort que ceux pour la géolocalisation offrent souvent aussi l'« option écoute » ; il s'agit donc d'un seul objet, polyvalent. De plus, il semble que, depuis le Covid, on trouve aussi des postes d'écoute qu'ils peuvent utiliser depuis chez eux, en télétravail.
L'ouverture d'un dossier auprès du ministère de l'Intérieur et quelques notes qui en portent l'en-tête suggèrent l'implication des services secrets.
Dernière chose, mais non la moindre : pendant que l'enquête pour trouver Stecco était ouverte, les flics menaient au moins une autre enquête en vertu de l'article 270 bis, qui concernait aussi une partie des personnes sous enquête pour la cavale de Stecco. Juste pour donner une idée du caractère envahissant et quotidien du contrôle auquel certains compagnons sont soumis.
Il est utile de savoir que les flics peuvent passer même des semaines à regarder les vidéos des caméras de gares, de trains, de péages autoroutiers, d'autobus, à la recherche d'images qui puissent suggérer des parcours et des destinations. Il essayent de le faire aussi à rebours, quand il s'agit d'un voyage qu'ils considèrent comme suspect, en reconstruisant une bonne partie d'un parcours à partir de sa fin, en cherchant les coïncidences entre les moments de « disparition », les jours, les horaires, les moyens utilisés.
Chacun.e en tirera les conséquences.
Qu'on se mette de manière encore plus incisive à la critique pratique du monde de la vidéosurveillance et du contrôle numérique, en tant que camp d'intervention essentiel pour que des rêves et des projets de subversion et de liberté soient encore possibles.
Que la fortune soit avec ceux/celles qui sont en cavale, avec celles/ceux qui, dans la lutte pour la liberté, défient toute identification.

Bretonnières, Suisse : Revendication de l'attaque incendiaire contre la machinerie d'une carrière de Holcim





La semaine passée, alors que nous faisions une belle randonnée dans la forêt de Bretonnières. (Canton de Vaud, Suisse), une triste réalité est venue gâcher notre moment.
Au bout du chemin, la forêt était coupée net. On a découvert alors une carrière d'Holcim. D'un coup la colère est montée. On se rappelait que c'est ceux-là qui avaient financé Daech à coup de millions pour protéger leurs activités ; Et aussi que leurs pratiques dans le reste du monde sont encore plus crades que dans nos pires cauchemars.
Les plus gros pollueurs de Suisse étaient là, sous nos yeux.
Nos cœurs battaient fort. On ne pouvait quand même pas repartir de là la tête baissée. Ne pas broncher.
D'un coup, comme synchronisé.es, on s'est mis touxtes ensemble à dévaler la pente jusqu'au fond de cette carrière. On sentait notre tristesse se transformer en courage. Et c'est comme si ce qu'il y avait a faire était limpide. Des gestes d'autodéfense se sont coordonnés pratiquement sans un mot.

MÉTHODE D'ACTION

On a d'abord **sectionné les longues bandes transporteuses** – elles sont apparemment très fastidieuses et coûteuse à remplacer.
Puis, après ça, nous nous sommes touxtes rapproché.es des grosses machines. **On a ouvert leur capot et cabine pour les asperger de liquide allume-feu. On a réalisé aussi des petits starters à barbecue à différents endroits (sous les pneus quand il y en avait et vers les réservoirs et les moteurs). Ils étaient constitués de tissus imprégnés de liquide inflammable, avec dessus une ou deux bouteilles en PET remplies de combustible. Et en haut de la pile, on y a encore placé des plaques d'allume-feu. Pour allumer sans risque, on a jeté un allume-BBQ sur le tout.**
Et voilà, nous sommes ensuite reparti.es rempli.es de joie, illuminé.es par ces monstres en train de disparaître dans les flammes.
On entendait les crépitements, On se sentaient léger.es, Avec la tête haute.
En Suisse, nous sommes au beau milieu des escrocs qui exploitent la terre et les travailleur.euses du monde entier. L'impérialisme se planifie ici.
Et par respect envers celleux qui risquent leur vie pour un monde plus juste, celleux qui sont emprisonné.es ou encore celleux qui y ont laissé leur vie :
Ce serait bien si on allait au-delà du blabla et des critiques.
Passons de la paroles aux actes !
Rendons les coups quand c'est possible, avec courage, prudence et joie.

A touxtes celleux qui luttent ❤

Août noir : Un mois d'action et de propagande en mémoire des camarades Lupi, Tortuga et Belén

Il y a presque un an, la mort a emporté trois courageux combattants, en l'espace de quelques jours, chacun avec ses expériences, perspectives et contributions uniques à la lutte anti-autoritaire, unis dans leur parcours à travers l'offensive illégaliste contre le monde de l'autorité et ses complices. Il s'agit de Luciano Balboa « Lupi », Luciano Pitronello « Tortuga » et Belén Navarrete, du territoire occupé par l'État chilien.
Bien que dans ce cas particulier les camarades ne soient pas tombé·e·s au combat, leur mort nous présente un défi : celui de multiplier leurs histoires, des histoires imprégnées de courage et de détermination, mettant en lumière des actions que peu osent entreprendre.
Les camarades du Chili comprennent comment la mémoire anarchiste se pratique, non pas comme des commémorations de héros et de martyrs, mais comme une arme de propagande anarchiste noire, une arme qui n'est pas seulement chargée de mots, mais aussi de bombes Molotov, de barricades et d'agitation.
Ci-dessous, nous citons quelques mots de camarades à propos de l'août noir de 2025 et quelques instantanés d'actions de propagande.

LUPI, TORTUGA ET BELÉN PRÉSENT·E·S DANS LE CHAOS ET L'ANARCHIE !

RIEN N'EST TERMINÉ, TOUT CONTINUE !

La Zarzamora : Que les actions dissolvent le voile qui sépare la vie de la mort.

Août a une mémoire noire. Celle indispensable pour celles et ceux qui s'ancrent dans la terre et décident d'agir contre la domination. Dans la mémoire, quelque chose du passé se fond avec le présent, encore plus lorsque la mémoire cesse d'être un mot et se manifeste clairement dans l'action insurrectionnelle ou dans un geste solidaire concret. Ainsi, la mémoire noire parvient à franchir les censures du pouvoir et avance sans frontières temporelles ni générationnelles.
Il arrive aussi que celles et ceux qui ont maintenu vivante cette mémoire noire deviennent partie de celle-ci. Et dans des espaces temporels flous, le présent, l'instant, les souvenirs, la mémoire convergent à nouveau.
Il y a des moments où la vie et la mort, dans leur compréhension binaire, se dissipent, créant un instant où rien et tout existe.
Comment ont vécu cet août de 1927 celles et ceux qui ont été témoins du processus lâche et détestable qui a abouti à l'exécution de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti ?
Malgré les actions insurrectionnelles de camarades, les manifestations et les demandes de tous types pour leur libération à travers le monde, ils ont été électrocutés par les États-Unis le 23 août 1927 à minuit.
« À leur violence, nous devons répondre par notre violence : la vengeance. À leur instrument infâme qui a brûlé les corps de Sacco et Vanzetti, nous devons opposer nos instruments vengeurs », disait Di Giovanni dans le Culmine, face à l'exécution infâme des camarades. Il l'a aussi concrétisé : il a fait sauter le monument de Washington et la Ford Motor Company de Buenos Aires…
La séparation physique avec tant de camarades est une expérience qui se porte sur nos épaules, seul·e·s sortir des compréhensions imposées peut guérir ces absences, apprendre à vivre avec elles.



***Santiago, Chili :** Barricades enflammées en mémoire des camarades Lupi, Tortuga et Belén.*

construction d'éoliennes.
10 août, Smithers, Colombie-Britannique, Canada : Incendie de deux véhicules de McElhanney, prestataire pour le projet de pipeline PRGT (Prince Rupert Gas Transmission) vivement contesté pour son impact environnemental et l'empiètement sur des terres autochtones.
11 août, Patras, Grèce : Des anarchistes revendiquent une série de sabotages contre des banques et distributeurs automatiques quelques jours avant l'audience du camarade Andreas Floros. La revendication se trouve à la page 11.
18 août, New Hazelton, Colombie-Britannique, Canada : Incendie de quatre véhicules de Gitxsan Development Corporation, collaborant avec McElhanney Geomatics Engineering, sous contrat pour la construction de routes du projet environnementalement destructeur PRGT.
19 août, Kassel, Allemagne : Des anarchistes incendient quatre véhicules militaires appartenant à la Bundeswehr, stationnés dans l'ancienne caserne Lüttich à Marbachshöhe.
20 août, Aurillac, France : Émeutes dans le centre-ville avec barricades, trottoirs arrachés, vitres brisées, arrêts de bus incendiés et graffitis. Les émeutes ont éclaté après l'arrestation d'un jeune pris en train d'écrire des slogans lors d'un festival de rue. Environ 300 personnes ont participé aux affrontements qui ont duré jusqu'à 3 heures du matin. Huit policiers ont été blessés et aucune arrestation n'a été effectuée.
20 août, Québec, Canada : Sabotage de la ligne 9B du pipeline pétrolier Enbridge par un groupe anonyme d'anti-autoritaristes.
20 août, Milan, Italie : La police évacue le squat Leoncavallo. Pour plus de détails, voir page 12.
21 août, Ardes, France : Deux véhicules de chantier incendiés dans une carrière de ciment Lafarge à Le Teil. Lafarge est une cible fréquente en France pour ses destructions environnementales.
21 août, Portland, Oregon, USA : Un groupe anonyme d'anti-autoritaristes a vandalisé un bureau appartenant aux bureaux de location Kiln dans le quartier Southeast Madison Street, ainsi que des voitures stationnées dans les environs. Le motif était un événement organisé la veille sur le thème de l'intelligence artificielle.
Les vandales ont laissé des tracts parlant de « *Jihad Butlerien contre l'intelligence artificielle* », une référence littéraire à une guerre entre l'humanité et les robots dans la trilogie *Legends of Dune* de Brian Herbert et Kevin J. Anderson :
« JIHAD BUTLERIEN CONTRE L'IA.
La destruction sans fin et la mort propulsent la machine du progrès. L'IA est à l'avant de cette bête, anéantissant l'humanité, ne laissant rien dans son sillage à part des boîtes stériles pour nous enfermer et des applications pour nous maintenir endormis. Pendant que les techniciens sont à l'intérieur sirotant leurs cocktails, le reste d'entre nous est confronté à un choix :
Accepter notre place au bas de l'échelle sociale ou trouver nos semblables et tout faire tomber. Seul nous pouvons décider de briser les écrans qui nous conditionnent à la soumission.
Le moment est maintenant, le jour est arrivé,
ATTAQUE ! ATTAQUE ! ATTAQUE ! »
26 août, Sydney, Australie : Un groupe de trois personnes cagoulées est entré dans l'usine de SEC Plating, a causé de graves dégâts aux machines et a écrit des slogans en spray en soutien à la résistance palestinienne. Cette entreprise a été la cible de nombreuses protestations ces derniers mois en raison de ses liens avec le génocide des Palestiniens par Israël, car elle possède un contrat pour la production de composants pour les avions de chasse F-35 destinés à Israël.


***Santiago, Chili :** Barricades enflammées en mémoire des camarades Lupi, Tortuga et Belén.*

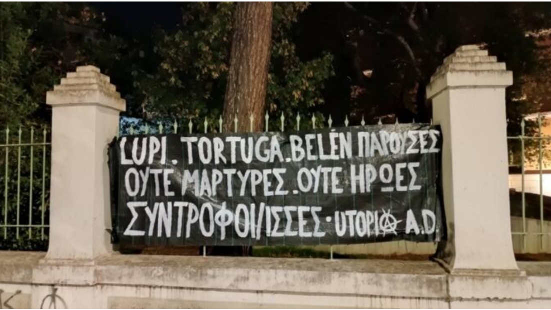


***Santiago, Chili :** Instantané d'une action de propagande pour la camarade Belén Navarrete. La bannière sur la photo dit : « Belén Navarrete présente dans le chaos et l'anarchie ».*


***Brésil :** Bannière pour l'Août Noir. La bannière dit : « D'un côté à l'autre de la chaîne de montagnes, vive l'Anarchie ! Tortuga, Belén et Lupi présents ».*



***Pays basque :** Propagande anarchiste en mémoire de Lupi, Tortuga et Belén.*



Komotini, Grèce : Bannière en centre-ville pour l'Août Noir. La bannière dit : « Lupi, Tortuga, Belén présents. Ni martyrs, ni héros, camarades ».

L'année dernière, deux camarades cher·e·s ont quitté leur présence physique, Luciano Pitronello et, quelques jours plus tard, Belén Navarrete, tous deux proches de personnes très aimées, camarades d'idées, actif·ve·s et solidaires avec nos camarades en prison.

Après ce coup, de l'impact, les actions ont commencé. Les bannières et graffitis avec leurs noms, les barricades et tracts avec leurs visages, les sorties incendiaires et d'autres actions fusionnaient à nouveau le présent et le passé récent, dans des actions violentes, dans le feu, dans la bannière, dans le graffito.

Et tout comme ils ont rappelé et rendu présents d'autres camarades, il y a presque un siècle, confrontant les positions lâches et pacifistes, aujourd'hui les actions remplissent la même fonction.

Belén Navarrete vit dans l'explosion qui a soufflé la porte du laboratoire Abbot Recalcine, la nuit orageuse du 19 mai de cette année. Les cellules qui portent son nom l'ont rendue présente dans un acte de vengeance pour la distribution de pilules contraceptives qui ont forcé des grossesses à un nombre encore indéterminé de femmes et de corps gestants.

Dans chaque geste, dans chaque action, la mémoire et l'action, un mélange qui fusionne le présent et le passé, en août, lorsque le renouveau des arbres revient, lorsque les boutons sont prêts à éclater, la mémoire noire ouvre le portail où nous faisons présents nos camarades… chaque geste… chaque action.

Que les actions dissolvent le voile qui sépare la vie de la mort.

Belén Navarrete et Tortuga vivent dans l'action insurrectionnelle.

Pour nos camarades qui ont transcendé le plan terrestre.

La Zarzamora

Agosto Negro 2025

Réseau Solidaire Anticarcéral «Marcelo Villarroel a la Kalle»: En mémoire de Luciano Pitronello et Belén Navarrete.

> *« … au milieu du tourbillon de la saleté du monde, parfois nous nous rencontrons et savons que nous ne sommes pas seul·e·s, parfois nous perdons nos frères et sœurs, mais la guerre continue, nous avançons avec nos morts, la tête haute et toujours fermes sur le chemin que nous avons choisi ».*
> *– Belén Navarrete*

Les 11 et 21 août de l'année dernière, les camarades anarchistes Tortuga et Belén ont quitté ce plan d'existence. Tous deux, dans des événements tristement fortuits, nous ont quittés alors qu'ils vivaient peut-être les meilleurs jours de leur existence, pleine de défis propres aux convictions antagonistes qui les guidaient.

Avec eux, nous avons construit depuis l'affinité des espaces et des liens dans la lutte quotidienne contre la société carcérale.

Avec eux, nous avons vécu des chapitres de fraternité et de solidarité révolutionnaire depuis une position anarchique claire qui a soutenu une partie d'une histoire d'offensive permanente contre le pouvoir dans la région chilienne au fil des ans.

Avec eux, nous avons partagé des aspects plus intimes et quotidiens qui nous poussent à aller au-delà de toute formalité organique qui, de toute façon, n'est pas contemplée dans nos liens guidés par la confiance, l'affinité, la fraternité et le compagnonnage à toute épreuve, toujours pour une lutte dans laquelle la décision de ne pas se soumettre et de continuer a toujours été claire et déterminée.

Nous avons perdu deux grandes personnes qui, avec leurs hauts et leurs bas, n'ont jamais fui le conflit au-delà des vagues propres à la vie de chacun.

Depuis l'anonymat et sans aucune vanité, elles ont contribué de multiples manières à la profondeur de la lutte quotidienne contre l'État, la prison et le capital, utilisant l'imagination illimitée et le courage nécessaire pour concrétiser des initiatives insurrectionnelles puissantes.

Nous avons assumé comme une nécessité juste, comme une continuité inévitable et comme une responsabilité incontournable le fait de les revendiquer comme faisant partie de la vaste et multiforme lutte anarchiste. Les camarades ne sont pas morts lors d'actions, bien sûr, mais ce ne sont pas des citoyen·ne·s radicalisé·e·s par des circonstances conjoncturelles ou des rébellions temporaires. Ils et elles étaient et sont des frères et sœurs dans la lutte subversive anarchiste, qui ont mis d'innombrables grains de sable sur le chemin sinueux de l'affrontement avec le pouvoir et toute autorité.

Avec la conviction de savoir que nous portons tous les camarades tombés dans la lutte pour la sortie des camarades antiautoritaires emprisonné·e·s à travers le monde, et nous les revendiquons comme tel, d'autant plus dans le cas de Belén et Tortuga avec qui nous avons marché sur le chemin du conflit pendant des années, en solidarité directe avec notre camarade Marcelo Villarroel dans un engagement irrémédiable pour sa sortie.

> *« À ceux qui ont vécu de près la perte de ces guerriers, depuis ce projet anticarcéral, nous vous disons de tout cœur : Force et courage ! »*
>
> *« Parce que ni la prison, ni l'agonie, ni la mort ne nous arrêtera !! »*
>
> *– Tortuga, Luciano Pitronello.*

Un an après le départ physique de nos frères et sœurs Luciano Pitronello et Belén Navarrete, rien n'est fini, tout continue !!

POUR L'EXTENSION DE LA SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIER·ÈRES SUBVERSIF·VE·S ET ANARCHISTES !

POUR LA MULTIPLICATION DE L'ACTION AUTONOME ANTICAPITALISTE !

POUR L'ANNULLATION DES CONDAMNATIONS DE LA JUSTICE MILITAIRE ENCORE EN VIGUEUR POUR MARCELO VILLARROEL À LA KALLE MAINTENANT !

TANT QU'IL EXISTERA DE LA MISÈRE, IL Y AURA DE LA RÉBELLION !

Réseau Solidaire Anticarcéral «Marcelo Villarroel a la Kalle»

Août Noir 2025, différents territoires.

Mots des camarades emprisonné du Cas Susaron en mémoire de Lupi, Tortuga et Belén

En tant que prisonniers notoirement opposés à l'ordre, nous ressentons comme un devoir d'envoyer une pensée de mémoire intacte à trois individus qui ne sont plus dans notre plan terrestre et à leurs proches : Tortuga, Lupi et Belén.

Nous avons eu la chance de les connaître tous les trois.

Tortuga, lors d'innombrables journées insurrectionnelles de diffusion du germe anarchique, arrêtant à la force du poignet des moments précieux de propagande, de musique et de remise en question.

Belén, dans l'éclat de la même lutte et action directe. Tous savaient comment elle portait courageusement et avec férocité son discours à la pratique, et elle a toujours été énormément respectée pour cela.

Et Lupi, sortant pour le rencontrer avec les camarades de la Carreta Anárquica à Santiago 1, lorsqu'il est tombé en prison. Essayant de lui offrir une réception chaleureuse et solidaire : lui apporter de la bonne nourriture et des vêtements chauds, rigolant un peu face à l'adversité. Voyant de près comment il maintenait, malgré le nervosisme et la peur d'entrer dans une prison, une conséquence stoïque et fière de ses paroles et actes. Nous l'avons connu en prison et nous n'oublierons jamais son énergie innocente et magnifique, la lumière qu'il portait au-dessus de sa tête malgré cette situation néfaste.

Pour tous ces camarades, honneur, feu, poudre et incendies ! Les oublier sans ces facteurs serait un manque de respect.

Porter la théorie au conflit : que les idées allument des incendies.

Dans nos cœurs colorés et dangereux vivent les camarades qui ne sont plus avec nous physiquement. Mais nous, sans maître, savons qu'ils marchent à nos côtés dans le danger et le calme.

Feu à l'existence, et que la mémoire cause des ravages.

Prisonniers anarco-nihilistes, vegan straight edge, cas Susaron.

(Panda et Rucio)

Agosto Negro 2025 / Ex Penitenciaría

Mots des camarades anarchistes Aldo et Lucas Hernández

Pour un août de mémoire noire de combat…

L'absence qu'ils laissent à leurs camarades doit se répercuter dans le quotidien pour celles et ceux qui les ont connus, celles et ceux qui ont croisé plus qu'un mot doivent les regretter, et comment ne pas ? Qui est prêt pour la mort d'un frère ou d'une sœur ? Bien que nous puissions nous mettre dans la situation, le scénario, il n'y a aucune certitude d'être vraiment préparé·e·s, tout sentiment est toujours propre et individuel, ce que l'on peut ressentir au fond de soi, il faut le vivre dans sa chair pour en parler.

Nous n'avons pas marché avec vous, nous ne vous avons pas connus, mais des camarades témoignent de votre chemin décidé et déterminé à affronter cette réalité.

Ces lignes sont pour ramener à la mémoire Luciano, Belén et Lupi, pour que aucun camarade ne meure dans un souvenir lointain, mais qu'il ou elle soit toujours présent·e dans chaque moment où l'on décide d'affronter ce qui est établi.

Pour Luciano, Lupi, Belén, Santiago Maldonado, Macarena Valdés et tant d'autres qui sont morts ou nous ont tué…

Première semaine d'un Août Noir.
Aldo et Lucas depuis « La Gonzalina » et « Santiago Uno ».

Santiago, Chili : Revendication pour l'attaque à la bombe Molotov contre les flics en solidarité avec les camarades Aldo et Lucas



La guérilla urbaine persiste dans chaque action, dans chaque moment où les fondations de cette société tremblent et où la peur est remplacée par la terreur du conflit imminent.

Ce sont là les paroles que nous entendons au quotidien, dans la diversité des espaces que nous avons traversés et où nous avons écouté, mais qui se sont multipliées avec le temps, même si de moins en moins d'actions violentes se produisent dans cette société dégoûtante. Au lieu de vouloir approfondir et réaliser une analyse minutieuse sur ce sujet (sur lequel nous pensons que ce sont les pitoyables académiciens, qui aiment jouer le rôle passif face à l'ennemi avec beaucoup de théorie et aucune action, qui devraient se pencher), nous voulons revendiquer nos frères Aldo et Lukas à travers des actions menées dans le but de briser la passivité et la quotidienneté maladive mentionnée, et à l'approche de leur procès, nous avons décidé de montrer de brefs mais nécessaires gestes de solidarité combative, pour montrer que celles et ceux qui sont confronté·e·s à des décennies de prison ne sont pas seuls, et que le conflit persiste contre celles et ceux qui nous soumettent à cette vie aliénée. Bien qu'aujourd'hui il ne s'agisse que d'un affrontement incendiaire contre la police sale, dans l'avenir ce seront des balles traversant leurs corps et des bombes explosant dans leurs visages, procureurs, gendarmes, policiers ou tout autre collaborateur du monde dans lequel nous vivons, ne dormez pas tranquilles, nous continuons à aiguiser nos idées et elles deviendront des menaces réelles contre vous, rien n'est fini, ici tout continue d'une manière ou d'une autre, nous savons où nous allons et, peu importe ce qu'il advient, nous prendrons notre liberté et celle de nos frères et sœurs par assaut.

QUE LE FEU VIVE ET LA TERREUR DES EXPLOSIONS.

ALDO ET LUKAS À LA KALLE

Affinités autonomes illégalistes pour la vengeance.

Solidarité incendiaire avec les camarades emprisonné Aldo et Lucas



Le 22 juillet, une autre attaque a eu lieu contre la police par des élèves du lycée José Victorino Lastarria. Des bombes Molotov ont été lancées, des barricades ont été montées, et des tracts ont été distribués en solidarité avec Aldo et Lucas Hernández, camarades anarchistes emprisonné·e·s à qui le procès a eu lieu en juillet et août.
Les deux camarades sont accusé·e·s de l'attaque à la bombe contre la Direction nationale de la Gendarmerie, dont la responsabilité a été revendiquée par le groupe Synergy of Vengeance.
Le procès a duré plus de dix sessions. Il a inclus la présentation de preuves fournies par les autorités judiciaires, comme des images et des enregistrements du parcours d'approche et de fuite des auteur·e·s qui ont placé l'engin explosif, des objets, dont des munitions, des outils et des armes, trouvés dans deux résidences, ainsi que les témoignages de policiers.
Les témoignages ont révélé qu'il y a des zones sombres dans l'enquête qui n'ont jamais pu être clairement identifiées, forçant les autorités à se baser sur des hypothèses en raison du manque de preuves matérielles concrètes pour soutenir les accusations.
Solidarité avec les camarades Aldo et Lucas, qui risquent de passer de nombreuses années en prison. Que la solidarité ne soit pas un mot mal utilisé, mais qu'elle se fasse sentir dans le quotidien des camarades privés de liberté, ainsi qu'avec celles et ceux qui souffrent des représailles de l'autorité.

Mónica Caballero Sepúlveda : « La violence politique »

La violence politique peut être comprise, d'un point de vue antiautoritaire, comme la réponse agressive visant à briser, attaquer ou fracturer chacun des composants qui forment la domination.
Cette réponse pourrait se limiter aux dommages symboliques aux représentations de l'autorité, laissant ainsi un message propagandiste riche, c'est-à-dire qui parvient à traduire chacune des motivations de l'action, et idéalement, qui provoque la répétition ou la propagation de toute la réponse violente, ou au moins une partie de celle-ci.
Comme je l'ai mentionné plus tôt, il est possible d'attaquer symboliquement, en comprenant que le système actuel d'oppression peut être représenté par différents éléments ou objets physiques, ou même par des personnes.
Par exemple, nous avons le cas de Sante Caserio, qui a poignardé le président français Sadi Carnot. Selon ma perspective, il a agi ainsi parce que le président représentait le pouvoir politique, qui, à ce moment-là, avait envoyé à la mort les camarades Ravachol, Vaillant et Henry. Son action a visé à être une attaque directe contre celui qui soutenait publiquement le pouvoir dans le territoire dominé par l'État français dans les années 1890. Elle a aussi concrétisé une vengeance. Sante voulait qu'il ne reste aucun doute sur ses motivations, cela est clair dans son cri : "Vive l'Anarchie !" Au moment de son arrestation, tout comme dans sa déclaration judiciaire.
Aujourd'hui, nous comprenons que le système de domination capitaliste, hétéronormatif, se conjugue avec des relations sociales et culturelles complexes, ajoutées à des structures matérielles et des personnes qui soutiennent ces dernières. En conséquence, et d'un point de vue anarchique, je possède (et j'ai maintenu pendant plusieurs années) les questions suivantes :
De quelle manière pourrions-nous donner un saut qualitatif significatif qui aille au-delà de l'attaque symbolique ? Peut-on vraiment "frapper là où ça fait mal" au système capitaliste, dans un monde où les relations de domination ont tissé un réseau à l'échelle mondiale ?
Les réponses à ces questions ont évolué à mesure que je pense connaître comment la domination s'est développée et est restée, et en tentant d'agir en conséquence de ces réponses en formant les nombreuses façons dont on peut détruire tout ce qui empêche le développement intégral de chaque individu.
Dans le long chemin de la manière dont s'exerce la violence politique antiautoritaire, les réussites et les échecs doivent nécessairement être un apprentissage collectif pour celles et ceux qui se positionnent sur le même chemin.
Parmi celles et ceux que nous avons rencontrés dans "l'action" anarchique/antiautoritaire, nous rencontrons constamment de nouveaux camarades, tout en disant douloureusement adieu à d'autres.
Les camarades Belén, Tortuga, Lupi, leur mémoire reste persistante.
Santé et Anarchie !

Mónica Caballero Sepúlveda

Prisonnière anarchiste

Août Noir 2025

Soulèvement en Indonésie

Des nouvelle d'Indonésie. Le 25 août et ça continue…



Un soulèvement de la jeunesse en colère, déclenché par la hausse des impôts pour le grand public et par la répression militaire. Il n'y a pas d'organisation, à la tête de l'insurrection il y a de jeunes anarchistes, nihilistes et incontrôlables. Beaucoup de jeunes anarchistes des associations d'élèves des écoles secondaires ont été arrêté.es. Les lycéen.nes sont l'énergie. Selon des rapports, environ 400 d'entre eux/elles ont été arrêté.es le 25 août. La plupart de l'action est coordonnée en direct sur les réseaux sociaux. Normalement, des partis libéraux ou d'opposition contrôlent le récit, mais pas cette fois-ci. Même les médias grand public reconnaissent que les réseaux sociaux sont la source des informations. Les politiciens ne peuvent plus contrôler le récit. C'est une tradition depuis des décennies : normalement les organisations étudiantes sont les coordinatrices de ce type de manifestations, mais, chaque année, ces médiateurs sont dénoncés. Par les étudiant.es elles/eux-mêmes. C'est pourquoi les ONG, les syndicats, les « anarchistes sociaux.les » et les associations étudiantes de gauche et de droite détestent la faction anti-organisationnelle.
Qu'ils aillent tous se faire foutre. Nous incitons les jeunes à agir par eux/elles-mêmes. Les individus ne sont plus effrayés par le devoir idéologique, les normes et toutes ces valeurs externes…
La nuit dernière, le 28 août, la police a tué une personne. Des émeutes à l'échelle nationale contre la hausse des impôts. Dans plusieurs villes, les émeutes étaient spontanées et auto-organisées. L'image publique de la police continue de se dégrader, alors que la population soutient les émeutier.es. Des cellules ont coordonné d'autres actions et la plupart des annonces nihilistes/insurrectionnelles dominent le récit. Des comptes anonymes, avec des milliers d'abonné.es, sur le réseau social Instagram appelant à une insurrection anti-politique. Chaque jour, ils font de bons appels et donnent des explications.



Les médiateurs syndicaux ont annoncé qu'ils seraient dans la rue et qu'« il n'y aurait pas d'émeutes », mais les jeunes et les émeutier.es se sont immédiatement moqué.es d'eux sur les réseaux sociaux. Nous rendons hommage aux jeunes. Nous ne pouvons que les inciter à être encore plus incontrôlables. La nuit, Internet est devenu de la merde. Alors que les « anarchiste sociaux.les » appellent à un conseil du peuple, nous appelons à foutre tout en l'air. Nous fournissons seulement une coordination en réseau et des informations techniques sur l'action dans la rue. Nous n'organisons jamais réellement les gens.
Vendredi 29 août. Fondamentalement, les anarchistes contrôlent le récit. Les gens répondent à l'appel national à attaquer les postes de police et la police elle-même. Ils attaquent le gouvernement et les médias de masse ont perdu le contrôle de l'information et des nouvelles.



















Depuis le meurtre policier de hier soir, notre réseau continue d'appeler à la vengeance et la situation devient encore plus chaude. Les cellules sont dans la rue.
Vous pouvez voir le soulèvement sur divers canaux d'information, mais les bons vidéos sont seulement sur les réseaux sociaux.

*De l'**"Archipel de feu"***

Jakarta en état de siège

25 août 2025. Jakarta n'appartient plus aux élites pourries. Des milliers de personnes, venues de tous les coins du pays, envahissent la capitale. Ce n'est pas seulement une manifestation – c'est une explosion collective de rage contre la hausse des taxes foncières, la corruption sans fin et les chiens de garde militaires-policiers de l'État.
De l'aube à minuit, les rues se transforment en champ de bataille de la désobéissance. Les cris, le feu et les pierres deviennent le langage de la fureur du peuple.
Ceci n'est pas un spectacle de marionnettes des élites – c'est de la colère brute, indomptée, sans chef et impossible à contrôler.

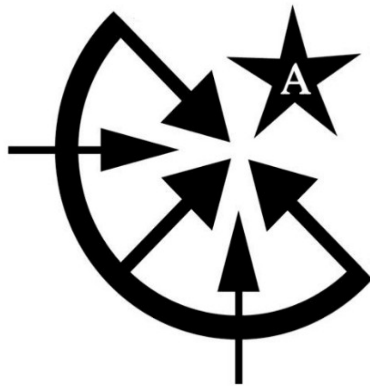
Perhimpunan Merdeka : Abolir le Parlement ! Mise à jour sur la vague de rébellion en Indonésie

Cette vague de rébellion, commencée fin août 2025, a été causée par l'accumulation de colère liée à divers problèmes politiques et économiques. Il n'y avait pas un seul problème. Tout a escaladé avec une énorme augmentation des taxes sur le logement dans toute la région, à cause du déficit budgétaire du gouvernement. En même temps, les membres du parlement ont reçu une augmentation de salaire multipliée par dix. Cela a été aggravé par les déclarations souvent arbitraires des fonctionnaires. Par exemple, le régent de Pati a déclaré que les taxes ne seraient pas réduites, même si une manifestation de 50 000 personnes avait lieu. Pati a été la première ville à exploser, avec environ 100 000 personnes le 10 août 2025. Les manifestations contre la hausse des taxes se sont étendues à Bone, puis à d'autres villes. Lors d'une manifestation à Jakarta, un travailleur de transport en ligne a été tué après avoir été renversé par un véhicule de police. Le lendemain, les manifestations se sont propagées dans de nombreuses villes, et elles continuent jusqu'à ce jour, comme nous publions cette mise à jour. Au moins dix civils ont été tués, plusieurs maisons de fonctionnaires ont été pillées, et une demi-douzaine de bureaux de la Chambre des représentants ont été partiellement ou complètement incendiés. Nous étions confiants que cette rébellion se calmerait, mais la colère du public ne s'est pas éteinte.
Il y a trop d'organisations, de réseaux et de groupes formulant des demandes. Même chaque ville a ses propres demandes uniques. Il y a deux demandes révolutionnaires : la première vient de Perhimpunan Sosialis (PS), et l'autre est un réseau informel, décentralisé et lâche qui a émis la Déclaration de la Révolution Fédéraliste Indonésienne 2025, qui appelle à la dissolution de l'État unitaire et du système DPR et à son remplacement par un Confédéralisme Démocratique de milliers de conseils populaires pour la mise en œuvre de la démocratie directe. Les libéraux progressistes appellent à une demande plus réformiste, la demande 17+8. Les anarchistes insurrectionnaires, les individualistes et les post-gauchistes se concentrent sur les attaques et les affrontements de rue, appelant à la destruction de l'État et de la civilisation, mais sans se soucier d'une plateforme ou d'un programme. Il n'y a pas de front uni, mais nous évitons l'idéalisme sectaire excessif.
Bien qu'il n'y ait pas de problème unique, le discours se concentre simultanément sur trois sujets : l'augmentation des taxes, la violence policière et, surtout, la dissolution de la Chambre des représentants. Perhimpunan Merdeka n'a pas encore pris de position, mais elle participe à chaque manifestation dans ses villes respectives et l'utilise pour étendre son réseau.

Vive la révolution !

Perhimpunan Merdeka

Appel aux armes: Solidarité insurrectionnelle avec l'Indonésie – Fédération Anarchiste Informelle (FAI)



Depuis le 25 août, les flammes de la rébellion ont roussi les forces oppressives en Indonésie, en allument un soulèvement farouche contre un régime qui prospère sur la violence et la soumission. Il ne s'agit pas d'un moment éphémère ; c'est un battement de cœur palpitant de résistance de la part de ceux/celles à qui on a longtemps niés leurs droits. La perte de dix vies, dans cette lutte, ne fait qu'approfondir notre détermination à affronter l'État et ses sbires.

Alors que le gouvernement déchaîne sa brutalité militaire, kidnappe des militant.es et s'engage dans une sinistre guerre cybernétique, nous nous rappelons que « l'insurrection est l'arme la plus logique des masses ». Il est temps d'agir – notre fureur doit s'unir pour former une force, au-delà des frontières !

Compas à travers le globe, levez-vous ! Attaquez les intérêts indonésiens, partout où ils se trouvent. Perturbez la machine de l'oppression, avec tout acte de défi.

Rejoignez le combat, amplifiez les voix des opprimé.es et montrez-le clairement : notre résistance ne connaît aucun limite.

Ensemble, nous pouvons démanteler la civilisation techno-industrielle !

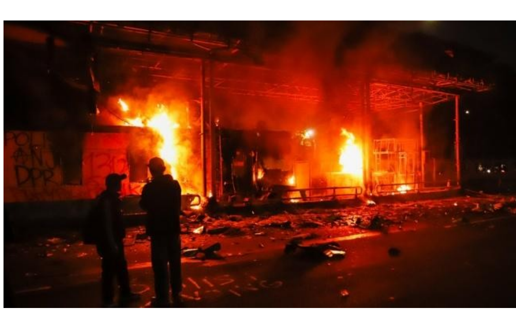
Fédération Anarchiste Informelle (FAI)

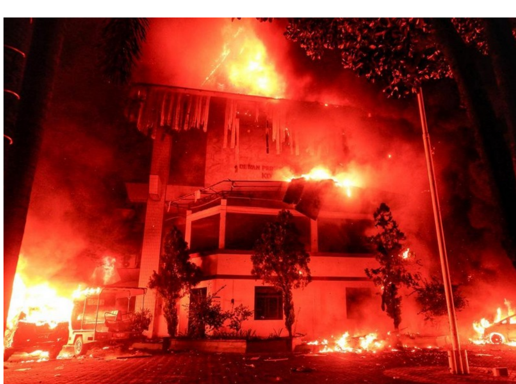












Demande de soutien – Réseau de Maisons Sécurisées Indonésiennes

Nous aimerions partager notre campagne en cours : le Réseau de Maisons Sécurisées Indonésiennes, actuellement en cours sur FireFund :
https://www.firefund.net/indonesiansafehousenetwork
Notre projet est dédié à maintenir et à développer un réseau de maisons sécurisées qui fournit un abri, de la sécurité et des soins mutuels aux activistes et aux communautés vulnérables en Indonésie. Avec les risques croissants auxquels sont confrontés les organisateurs de base, cette initiative est devenue une infrastructure cruciale de solidarité et de résistance.
Nous demandons votre soutien (à publier sur votre site web), afin que nous puissions renforcer ce réseau, maintenir les espaces et continuer à construire une sécurité collective.
Chaque contribution du fonds d'aide mutuelle sera directement utilisée pour couvrir le loyer, la nourriture, les services publics et les besoins d'urgence des camarades séjournant dans les maisons sécurisées.
Nous vous remercions profondément de votre solidarité et de votre considération. Veuillez nous faire savoir s'il y a des détails ou des documents supplémentaires nécessaires pour soutenir notre demande.

En solidarité,
[Immanuel / Admin]
Réseau de Maisons Sécurisées Indonésiennes
idnsafehousenetwork@riseup.net

Le piège autoritaire de la logique identitaire

Extrait d'un texte d'une camarade anarchiste d'Italie, publié le 16 août 2025 dans Disordine sous le titre « Mots simples ».
https://disordine.noblogs.org/post/2025/06/18/parole-semplici/

Je pense que la libération passe par l'individu et non parce que, en vertu de telle ou telle lecture, cela représenterait une affirmation plus radicale, mais en regardant l'essence de cette affirmation.

Une fois que l'on prend conscience de soi-même et de ses propres potentialités, alors on prend également conscience des possibilités de révolte. Il appartient à chacun de s'associer à d'autres, de chercher des semblables ou des dissemblables, nombreux ou peu nombreux, il reste que c'est d'abord des individus dont il s'agit de parler, quels qu'ils soient, quel que soit leur nom. Car l'expérience et le vécu comptent certainement, tout comme la conviction dont chacun peut se doter, et tout cela ne peut être diminué ou effacé par la généralisation des comportements.

Les rôles, les catégories, les identifications, sont aux antipodes de cette approche.

Des siècles et des siècles de domination ont défini le rôle de la femme et le rôle de l'homme, le rôle de l'adulte et le rôle de l'enfant, le rôle du maître et le rôle de l'esclave, le rôle de l'être humain et celui de tout autre être vivant. Partant de cette constatation, il est évident que ce qui est problématique, c'est le rôle attribué et à cause duquel s'est développée une certaine oppression, et que la relation sociale à la base de cette attribution de rôle doit être brisée. Ce qui devrait conduire à la libération semble au contraire s'être gangrené dans la codification du langage, des gestes, des manières d'agir et dans l'imposition subséquente d'interdictions et de règles.

Voici donc la première question, et peut-être la plus importante, à aborder : le code. Il renvoie à une institution, non à l'autonomie ; à l'ordre, non à la révolte ; aux prisons, non à la liberté. Lorsqu'on codifie, c'est à ce maillage qu'il faut se conformer, avec toute la punition et le contrôle là où les règles imposées sont enfreintes.

Je vais ici aborder la question du féminisme, même celui dit radical, et de l'identitarisme auquel beaucoup de discours tentant de s'opposer à l'oppression, comme celle contre les femmes ou les personnes homosexuelles, lesbiennes, trans, etc., ont conduit. Cet identitarisme, presque toujours victimaire et excluant, est devenu aujourd'hui un outil pour imposer des règles et des langages et créer des séparations. Il est de plus le sujet dont on ne peut s'extraire, étant présent dans toutes les sauces et dans tous les contextes, et au-delà duquel il ne semble y avoir rien. Souvent, les différentes questions sont abordées sous l'optique identitaire de ceux qui se considèrent victimes de genre de ce système. Or, ce qui ne peut être partagé, c'est que ce phénomène contraint à l'homologation plus qu'à la liberté, à une sorte de moralité sournoise qui reproduit paradoxalement ce qu'elle voulait combattre. Aucune parole déplacée, aucun geste déplacé, aucune pensée déplacée. Soit on parle et on se comporte d'une certaine manière, soit on est exclu. Mais exclu de quoi ? De l'angoisse du politiquement correct qui devient une sorte de police du langage et du comportement ? Des schémas mentaux de ceux qui, fondamentalement, regardent les personnes comme des catégories ?

Il est intéressant à ce moment de faire un parallèle avec le modèle uniformisant et stéréotypant de la domination.

Les questions queer et féministes, bien que sous un angle réformiste, sont absolument centrales, depuis un certain temps, dans les discours et la propagande médiatique. Et comme il est facile de le prévoir, ce n'est pas parce que la domination s'intéresse à une réelle émancipation des individus, mais parce que récupérer ces enjeux est très rentable et permet ainsi d'éviter qu'ils ne débouchent sur une critique plus généralisée. Il suffit de penser aux publicités de vêtements, de parfums, de téléphonie et autres pour s'en rendre compte, ou à ceux qui, au niveau médiatique, se déclarent défenseurs de ces causes. Des ennemis de classe, dirait-on autrefois, qui tirent profit des changements dans la société. Il y a quelques temps, un quotidien national publiait un graphique comprenant toutes les définitions de ceux qui ne s'identifient pas dans les genres homme, femme. À chaque définition correspondait une couleur. On avait l'impression de se retrouver devant un devoir scolaire, une approche didactique et scientifique de ce qui devrait relever d'une sphère personnelle irréductible à des schémas et des graphiques. Pourquoi l'individu doit-il être précisément identifiable en quelque chose et ne peut-il pas avoir plusieurs facettes ? Mais cela, dira-t-on, c'est ce que font les médias. Pourtant, d'un côté, sur l'émotion du moment, à cause du dernier meurtre d'une jeune femme par un homme, la publicité d'une compagnie téléphonique représente un labyrinthe duquel un homme sort facilement, tandis qu'une femme se trouve devant un mur à abattre ; de l'autre côté, certains, dans le milieu antagoniste, invitent à une rencontre créative pour la réalisation de graphismes sur des thèmes anticarcéraux, antipsychiatriques, etc., mais auxquels les soi-disant hommes hétéro cis ne peuvent participer. Comment peut-on établir une telle sélection, cela semble assez obscur. Rédige-t-on un questionnaire avec des questions ? Seule l'attitude ou l'habillement suffisent ? Les traits du visage ? Peut-être les écrits de Lombroso peuvent-ils donner quelques indices à ce sujet.

Il ne peut échapper à personne que la marchandisation par le capitalisme est toujours à l'affût et que tout discours est récupéré, ingéré et adapté à une uniformisation culturelle totalement omniprésente. C'est pourquoi même l'utilisation de slogans comme "si je ne rentre pas à la maison, brûlez tout" n'est pas (malheureusement) la manifestation d'une radicalité d'intentions, mais la spectacularisation d'une tension inexistante, si tant est qu'il soit vrai, comme c'est le cas, que même le site de la police d'État italienne a utilisé ce slogan, en parlant du meurtre d'une jeune femme par un homme. Ce site a ensuite été inondé de commentaires de femmes, qui contestaient le fait d'avoir été minimisées et dénigrées par ces policiers lorsqu'elles s'étaient présentées pour dénoncer les violences ou mauvais traitements subis. Ces commentaires ont été rapidement supprimés.

Un autre aspect mérite encore d'être considéré. La tendance de cette société technologique à éradiquer les différences, les singularités, les particularités, pour rendre tout le monde uniforme. Des machines performantes, des désirs contrôlés, souvent induits, qui ne peuvent dévier de ce qui est préétabli. L'imagination, la créativité, la passion ont disparu, tout doit être prévu et prévisible, sinon cela devient dangereux pour la société elle-même. Cette logique n'échappe pas aux revendications qui tentent de transformer la société du point de vue des rapports sociaux. Ces revendications sont permises si elles peuvent être contrôlées, elles sont au contraire dénigrées et criminalisées si elles sont irréconciliables.

C'est pourquoi il faudrait parler de destruction ; de destruction des rôles et des catégories, de la morale et des obligations, des codes et des règles de comportement, dans tous les domaines où elles se manifestent, quelle que soit leur origine.

Si les discours sur l'oppression ne prennent pas en compte combien la religion, par exemple, a affecté et affecte encore la détermination et le maintien des rôles bien définis desquels il était impossible de s'échapper et qui se sont répétés pendant des siècles, comment comprendre ce que de nombreuses femmes, mais aussi de nombreux hommes, ou de nombreux homosexuels, lesbiennes et trans par exemple ont subi et subissent encore ? Et comment peut-on renverser cette oppression, si l'on ne donne pas le poids nécessaire, et lourd, à cette cause. Il est totalement trompeur, par exemple, mais aussi très dangereux, de penser qu'il n'est pas possible de critiquer l'identité qui passe par la religion, considérée comme une sorte de revendication de ceux qui, en tant qu'immigrés, doivent subir le racisme de l'État d'accueil et de ses lois. Cela peut avoir un sens pour ceux qui sectorisent la vie, l'encastrent, en font un graphique, mais pas pour ceux qui aspirent à la libération.

Quand on en vient à brûler des livres au nom d'une prétendue revendication et défense des opprimés, comme cela s'est produit à Saint-Imier en Suisse, lors des "Rencontres internationales anarchistes" de juillet 2023, où un stand d'une fédération anarchiste française exposait des livres critiquant l'Islam, tandis qu'on se trouve face à des méthodes et des contenus autoritaires, il est évident que la situation a échappé à tout contrôle.

Cela n'enlève rien au respect et à l'empathie pour les souffrances des autres, pour l'oppression subie ; toutefois, ce ne peuvent être les paroles de la domination qui montrent la voie. En fait, si l'on se rend compte que l'on partage des éléments avec elle, c'est sûrement un autre chemin qu'il faut suivre.

Cela peut être exemplifié par la diffusion de la psychologie dans tous les domaines et même dans ce qui est considéré comme des questions de genre. Une certaine victimisation découle également du fait de considérer les événements uniquement sous un aspect émotionnel, psychologique, de soin, de protection. Encore une fois, des comportements à contrôler, des zones de confort à créer. L'idée qui en découle est que, au fond, les êtres humains ne sont plus capables de gérer leurs relations, à considérer comme une source de peur, d'insécurité, d'anxiété, exactement ce qui arrive à des millions d'adolescents et d'adultes qui, face à l'irrationalité, à l'imprévisibilité et à la découverte de la vie, préfèrent un écran qui crée une distance avec le chaos, intérieur et extérieur, auquel ils doivent se confronter et qui, au lieu de les intéresser, de les attirer et de les émouvoir, les effraie.

Récemment, j'ai vu un tract annonçant une initiative intitulée : "oppressə per natura" ("oppresses de nature"). J'ai ressenti des frissons et une montée de colère qui m'ont poussée à le déchirer. J'ai trouvé aberrante la revendication d'une condition d'oppression, qui serait même immuable, déterministiquement donnée pour toujours. Être solidaire avec ceux qui subissent ou ont subi une oppression ne signifie pas l'exalter, mais tenter de la renverser et de la bouleverser. Sinon, il n'y a aucune différence avec le récit d'Adam et Ève qui a représenté l'immuabilité d'une condition pendant des siècles.

Nous sommes aussi le fruit de la société dans laquelle nous vivons, il serait temps de ne plus se cacher cela, pour éviter que la boussole, que de nombreux camarades et camarades du passé nous ont indiquée, ne se perde à jamais. Cela a probablement toujours été ainsi ; autrefois, les anarchistes étaient profondément positivistes, ils croyaient à la science comme source de progrès. Aujourd'hui, un certain néolibéralisme s'est infiltré dans la tête et le cœur de nombreuses personnes, polluant misérablement les contextes et les situations.

Il est donc bon de se rappeler que, quelles que soient les présentations, ce sont des questions sociales dont il s'agit, qui ne sont pas séparées les unes des autres mais qui s'entrelacent toujours et qui, à force de les fragmenter, réduisent les possibilités d'action et de réaction.

Mais il est également bon de se demander : quelles relations sont en train de se construire à la lumière de tout cela ? Et existe-t-il encore quelque chose de intime, personnel, individuel à préserver, qui soit irréductible à toute catégorie ou définition et qui soit simplement l'expression de sa propre folie ou perturbation ?

L'embarras et l'étonnement ressentis souvent face aux prises de position qui, dans certains cas, diluent, dans d'autres anéantissent, une idée antiautoritaire, doivent être remplacés par un refus décidé.

[...]

Une camarade anarchiste

Athènes, Grèce : Revendication pour les actions de solidarité avec le camarade anarchiste Andreas Flôros

Quelques jours avant la déclaration de notre camarade Andreas, nous avons mené des sabotages et écrit des slogans sur plusieurs banques et distributeurs automatiques de billets dans la ville de Patras, en tant que geste symbolique minimal de solidarité envers lui.

Andreas a été accusé de formation et d’appartenance à l’organisation "terroriste" Synergie de Vengeance et, depuis le 26 avril, il a été emprisonné en détention provisoire dans les prisons d'Amfissa. Le 16 mai, son procès a commencé à la Cour d'appel de Loukareos à Athènes, où le tribunal a décidé de l'acquitter, mettant ainsi fin à sa captivité, car il se trouve maintenant hors des murs de la prison.

En tant qu'anarchiste, Andreas est dans le viseur des autorités répressives en raison de sa longue et constante participation aux luttes sociales et de classes dans la ville de Patras. Il a choisi de se tenir contre chaque oppresseur et aux côtés de chaque opprimé, contre toute autorité qui domine nos vies, et de lutter pour un monde libre.

La machination montée par la sécurité d'État de Patras et le service anti-"terroriste", validée par le procureur et l'instructeur, avec des procédés bien connus, comme l'aggravation des charges, un appel anonyme, l'utilisation de conversations avec des détenus pour créer des profils et criminaliser les relations amicales et fraternelles, démontre, au cœur de cette affaire, la politique centrale et intemporelle de l'État de s'attaquer et de réprimer ceux qui luttent. C’est pourquoi nous reconnaissons la persécution – l’ attaque – contre notre

camarade comme une attaque ciblée contre l'ensemble du mouvement anarchiste-antiautoritaire.
Il est évident que les médias ont joué un rôle important dans la persécution d'Andreas, car dès le début, ils ont reproduit les communiqués de presse de la police, commentant et ajoutant délibérément des termes et des informations fausses à son encontre. De cette manière, ils ont créé une image d'Andreas comme "le criminel endurci", déformant son identité politique tout en alimentant la peur déjà présente dans la société, et en exaltant le rôle et les actions des policiers. Tout cela contribue à son jugement social prématuré.
Enfin, pour cette action symbolique de solidarité, nous avons choisi comme cible l'un des piliers du capitalisme, du pouvoir et de l'oppression. Parce que les banques et le capital, avec les États, participent à la déconstruction totale du monde, afin de maintenir le système capitaliste, qui aliénate, écrase, détruit et nous prend tout ce que nous avons pour survivre. Il est temps de tout récupérer.

LIBERTÉ POUR LE CAMARADE

KYRIAKOS XIMITIRIS TOUJOURS PRÉSENT

LIBERTÉ POUR TOUS LES CAMARADES EN PRISON

LUTTE JUSQU'À L'EFFONDREMENT DE LA DERNIÈRE PRISON (A)

Affaire "Synergie de Vengeance" / "Réponse Armée" : Tentative d'évasion du tribunal

Comme il était à prévoir, une fois de plus, la police-DAEEB en collaboration avec les juges corrompus ont fait ce qu'ils savent faire de mieux : "cuisiner", diriger, et organiser des procès pour arriver au résultat qu'ils désirent. Ainsi, avec une audace sans égale, le procureur Spiridon Papas, en une heure, sans arguments sérieux ni image claire, a "emballé" la plupart des accusés en attribuant à cinq d'entre eux l'accusation de l'article 187A, celui de "terrorisme". Un crime qui est souvent utilisé par l'État et le système judiciaire pour réprimer leurs ennemis. En d'autres termes, ceux qui choisissent de se dresser contre le cannibalisme social, ceux qui refusent de rester esclaves des patrons, ceux qui ne supportent pas que les quelques-uns dominent les nombreux, pour une vie libre. La liberté est un pilier fondamental de la vie, elle est dans la nature des êtres humains, d’autant plus pour les prisonniers, de la rechercher. Ainsi, le jeudi 10 juillet, au tribunal de Loukareos, certains accusés ont choisi la voie vers la liberté, risquant même leurs vies. Malgré les mesures de sécurité du dispositif d'État, et sans hésitation sur les conséquences de leur décision, ils se sont affrontés avec les policiers, parvenant à saisir l'arme d'un policier et à neutraliser un second. Cependant, dans leur tentative de libérer les autres accusés, les policiers se sont réorganisés et l'évasion a échoué. Peut-être qu'ils n'ont pas gagné leur liberté cette fois, mais ils ont réussi à ridiculiser tout le système de sécurité avec ses policiers lourdement armés, envoyant un message puissant de solidarité et la prise de conscience que, avec du risque et de la volonté, tout peut arriver. Ce qui est écrit ci-dessus n’est pas quelque chose que vous entendrez ou apprendrez des médias manipulés, qui savent très bien dissimuler les erreurs et la saleté de leurs patrons.

PS : Mots des grands perroquets médiatiques : "La liberté d'expression est un droit sacré et inviolable dans la démocratie."

Solidarité avec l'anarchiste Fotis Tziotzis

Fotis Tziotzis ne prétend pas être innocent. Il ne cherche pas d'excuses, il ne minimise pas ses actions. Il se tient au banc des accusés tel qu'il est : un anarchiste qui a choisi de se confronter au monde de l'autorité, par l'acte et par la parole. Et il le fait sans aucun remords, sans demander de clémence.
Il n'attend pas que quelqu'un le sauve – il attend du mouvement qu'il soit à la hauteur de ses paroles. Car lui n'a pas reculé.
Et pourtant, tandis que d'autres anarchistes accusés sont devenus des icônes, transformés en affiches, bannières, hashtags et déclarations, Fotis est resté en dehors de cela. Non pas parce qu'il est moins combattant, mais parce qu'il n'a pas correspondu à l'image qu'on attend. Il ne se vend pas si bien, il n'a pas "le bon style", il ne se consomme pas facilement dans une solidarité qui fonctionne souvent comme un défilé de sympathie.
Et cela, c'est un problème – pas le sien, mais le nôtre.
La solidarité n'est pas un geste émotionnel. C'est une position politique. Elle ne choisit pas les "bons" et les "mauvais" anarchistes, ni ne fonctionne avec des likes et des tendances. Si nous choisissons qui soutenir en fonction de l'image et non de la substance, alors nous avons déjà perdu.
Fotis ne demande ni pardon, ni sympathie. Il déclare être présent, cohérent, dangereux – et cela lui est imputé comme un crime par l'État. Pour nous, cela doit être considéré comme une vertu. Si la répression cible ceux qui n'ont pas cédé, alors le silence face à de telles situations est une complicité.
Ce texte n'a pas été écrit du premier coup. Il a été précédé de questions, corrections, observations, objections. Il n'a pas émergé comme une "inspiration", mais à travers le processus qui produit de la politique : la critique, la revendication, la position. Et c'est cette position que nous voulons ici déposer.
Car si, le 18 juillet, l'État rend une décision sur Fotis, nous jugeons nous-mêmes. Et si nous voulons un mouvement qui ne soit pas gérable, qui ne se conforme pas, alors il est temps de le prouver.
Pas de solidarité sélective – un pour tous, tous contre l'État.
La conséquence ne doit pas être payée par le silence – mais par le soutien.
La solidarité est un acte, pas un post de bannière.

Anarchistes

Mise à jour sur la décision du tribunal concernant l'anarchiste Andreas Flôros

Le vendredi 18 juillet, le tribunal a conclu le procès de l'affaire Synergie de Vengeance, dans laquelle l'anarchiste Andreas Flôros était jugé. Après la proposition de non-lieu du procureur, le tribunal a unanimement acquitté le camarade en raison de doutes sur son appartenance à l'organisation, et sans aucun doute pour les autres accusations, Andreas a été libéré quelques heures plus tard des prisons de Korydallos. Plus de 70 personnes solidaires se sont retrouvées à l'intérieur et à l'extérieur de la salle d'audience, encerclée par les forces spéciales de la police, et ont brisé le silence assourdissant des tribunaux avec des slogans de solidarité, se tenant aux côtés d'Andreas et de tout autre individu persécuté.
L'acquittement est intervenu après 15 mois de captivité dans les prisons d'Amfissa et de Korydallos, où Andreas a refusé toutes les accusations dès le début, dans ce scénario fragile monté par l'anti-terrorisme. Une fois de plus, il a été prouvé que l'anti-terrorisme, soutenu par le cadre législatif de l'article 187A, manipule des persécutions contre les anarchistes et les personnes en lutte. De cette manière, ils ont tenté à plusieurs reprises d’étendre la peur contre ceux qui osent défier et s'opposer aux ordres dominants du système d'exploitation.
Dans cette affaire, avec de nombreux paramètres à prendre en compte pour le mouvement de solidarité, nous avons été témoins de manipulations vindicatives, non seulement contre notre camarade, mais aussi contre les autres accusés de l'affaire, visant à soutenir le scénario de l'anti-terrorisme et à imposer des peines sévères aux autres accusés. Dans un tribunal où les éléments cohérents ayant conduit à la soutien du 187A n'ont pas été soutenus, même par le service ayant guidé les poursuites, la loi anti-terroriste a une fois de plus agi comme un cheval de Troie pour valider les scénarios et manipulations de l'État et des médias.
Ainsi, ceux qui ont été condamnés dans le cadre de l'article 187A ont entendu des peines de prison allant de 15 à 37 ans (avec 20 ans à purger pour l'anarchiste Fotis Tziotzis), qui bien qu'étant incarcéré pendant les actions incriminées, a été condamné pour "complicité morale" et pour "direction" de l'organisation. Parallèlement, aucun allègement de peine n'a été reconnu, même pour les accusés et l'accusée tombés sous le coup de l'article 187A.
Face à tout ce récit de terreur, depuis 15 mois, notre camarade Andreas a maintenu une position cohérente dans son combat en détention. Il a publié des textes tant sur son cas que sur des questions sociales et de classe plus larges, et a participé par téléphone à de nombreuses actions. Un mouvement de solidarité a également été constitué, avec des dizaines d'actions et d'événements dans plusieurs villes. Le mouvement de solidarité a réussi à inverser le climat de terreur que la police a tenté d'imposer, en particulier dans la ville de Patras. Le monde de la lutte a été dans les rues et a fait front à la répression dans une époque de violence étatique accélérée et d'un totalitarisme moderne imposé.
Le cas d'Andreas résume toute la fureur vengeresse de l'État et de la police contre celles et ceux qui se tiennent fermement aux côtés des opprimé·e·s et exploité·e·s, aux côtés de celles et ceux qui luttent contre la répression, le fascisme, le sexisme, la guerre, la mort et la pauvreté.

Sans intermédiaires – Luttes inflexibles contre la répression, les manipulations étatiques et la peur.

La solidarité ouvre des chemins de liberté.

Nous avons un monde entier à gagner – Nous avons une vie pour essayer.

Assemblées de solidarité avec le camarade anarchiste Andreas Flôros (Athènes, Patras)

L'évacuation du squat historique Leoncavallo à Milan

L'évacuation du Leoncavallo, survenue à l'aube du 20 août 2025, n'est pas simplement la fermeture physique d'un lieu. C'est l'épilogue provisoire d'un cycle de luttes, de contradictions et de résistances qui ont traversé Milan pendant plus de cinquante ans.
C'est le signe tangible d'une transformation historique : celle de la ville, passant de terrain de conflit social à laboratoire de pacification néolibérale, où la rente immobilière, l'ordre sécuritaire et la valorisation du capital s'entrelacent de manière indissociable.
Le Leoncavallo n'était pas seulement un centre social. C'était une mémoire incarnée. C'était la matérialisation d'une autre idée de la ville : une ville non soumise au profit, non subordonnée à la logique de la valorisation marchande de l'espace.
C'est pourquoi son existence était, dès le départ, intolérable pour les classes dominantes. Ce n'était pas une concession à tolérer, ce n'était pas un résidu pittoresque du passé : c'était une plaie ouverte dans la cartographie de la ville-marchandise.
Chaque fresque murale, chaque concert, chaque assemblée était la démonstration vivante que l'espace urbain pouvait être soustrait au fétiche de la propriété privée. Et c'est cela que la bourgeoisie déteste et craint : pas l'acte épisodique de protestation, mais l'existence matérielle d'un contre-exemple.
Il n'est pas surprenant que l'évacuation ait eu lieu dans un contexte où la ville est traversée par des scandales liés aux mairies, aux contrats, aux jeux sales des promoteurs protégés par le Palazzo Marino. Alors que la rente immobilière continue de dicter sa loi, alors que la ville se livre aux spéculations, aux grands événements et à la transformation en vitrine touristique, on décide de détruire ce qu'il reste d'une expérience d'autogestion collective.
Ici, le lien est cristallin : l'État défend par tous les moyens la propriété, la rente et le capital ; en même temps, il réprime, criminalise et efface ce qui refuse d'être marchandisé.
Le paradoxe tragique a été rendu évident par l'affaire de Marina Boer, militante historique liée au Leoncavallo, contrainte de répondre devant le tribunal à une demande économique absurde : des centaines de milliers d'euros qu'aucune personne seule, et encore moins une femme de presque quatre-vingts ans, n'aurait pu payer.
Sa faute ? Avoir représenté, pendant des années, un point de référence organisationnel d'un espace qui ne reconnaissait pas la sacralité de la propriété privée. L'État bourgeois, incapable d'entamer les profits de ceux qui dévastent les quartiers par des spéculations immobilières et de la corruption, n'a pas hésité à persécuter une militante âgée pour des « dommages » présumés.
Ici, la fonction de classe est évidente : l'État défend la propriété et punit ceux qui l'ont remise en question. Il le fait

non seulement par la force physique de la police, mais aussi par la violence froide des tribunaux, de la dette, des demandes économiques qui écrasent les individus isolés.
C'est la répression sous sa forme la plus brutale et la plus hypocrite : celle qui transforme un militant en débiteur insolvable, qui ne punit pas la corruption des palais mais la passion politique de ceux qui ont vécu pour construire des espaces de socialité depuis la base.
Il y a trente ans, une évacuation de ce type aurait enflammé la ville. Dans les années 90, chaque tentative d'effacer le Leoncavallo produisait des mobilisations de masse, des cortèges, des affrontements, des barricades, des centaines de personnes prêtes à défendre physiquement l'espace. Ce n'était pas du romantisme : c'était la force d'une composition sociale vivante, capable de transformer la répression en détonateur.
Ne oublions pas 1989, lorsque l'évacuation a entraîné des journées entières d'affrontements ; ou 1994, lorsque la pression par le bas a été telle qu'elle a forcé les institutions à reculer, et que la police a littéralement été contrainte de quitter la rue face à un mouvement qui n'avait pas peur. À l'époque, la contradiction était visible, palpable : il y avait un prolétariat urbain qui reconnaissait dans le Leoncavallo une maison politique, un symbole, une défense matérielle de ses conditions de vie.
Aujourd'hui, en revanche, l'aube de l'évacuation n'a généré aucune insurrection. Aucun cortège sauvage, aucune masse prête à reconquérir l'espace. Seules quelques dizaines de militants, isolés, entourés d'un appareil répressif qui a agi de manière chirurgicale, sans leur laisser le temps de réagir.
La différence ne réside pas dans l'absence de contradiction : le prolétariat urbain existe encore, la précarité, le chômage, les loyers insoutenables hurlent la même violence sociale qu'autrefois. Mais cette violence ne se traduit plus par un conflit ouvert.
Les conditions matérielles sont toujours là, et pourtant la colère ne se transforme pas en organisation. Pourquoi ?
Parce que le capital a appris à neutraliser. Il a fragmenté, précarisé, individualisé. Il a transformé la vie quotidienne en une course au revenu et à la survie, enlevant l'oxygène à la possibilité de lutter collectivement. Il a colonisé l'imaginaire, présentant la précarité comme une condition naturelle et inéluctable. Il a transformé l'idée même du conflit en un risque individuel trop élevé à supporter.
C'est là le véritable triomphe du néolibéralisme : non la fin des contradictions, mais leur gestion préventive, leur neutralisation permanente.
Dans ce sens, l'évacuation du Leoncavallo est un paradigme. Elle ne raconte pas seulement l'histoire d'un espace, mais la trajectoire de la ville et de son prolétariat.
Milan, qui fut la capitale des luttes ouvrières, des mobilisations étudiantes, des résistances urbaines, est devenue la capitale de la rente et de la valorisation touristique. Sa bourgeoisie a appris qu'il n'était plus nécessaire de s'affronter frontalement : il suffit du temps, de l'érosion lente, du dispositif sécuritaire qui isole, criminalise, vide.
La police d'aujourd'hui ne doit plus reculer : elle agit chirurgicalement, avec précision, sachant qu'en face, elle ne trouvera plus les masses d'il y a trente ans. C'est le résultat d'un long cycle de contre-offensive capitaliste, qui a désarmé la composition de classe et transformé la ville en laboratoire de pacification.
Mais attention : l'évacuation du Leoncavallo n'est pas un épisode isolé. Elle fait partie d'une trajectoire mondiale. Partout en Europe, les espaces autogérés sont évacués, réduits à des résidus ornementaux, intégrés ou réprimés. À Berlin, les projets historiques ont été écrasés sous la pression immobilière ; à Barcelone, les municipalités progressistes ont coopté ou effacé les expériences de lutte urbaine ; à Athènes, les espaces nés pendant la crise ont été évacués systématiquement ces dernières années.
C'est la même logique qui traverse l'Europe : transformer chaque espace en marchandise, chaque vide en rente, chaque déviation en anomalie à éliminer.
Qu'est-ce qui reste, alors ? Il reste l'amertume d'un cycle qui semble se fermer. Il reste la prise de conscience que, aujourd'hui, contrairement à il y a trente ans, l'évacuation n'a pas généré d'étincelles. Il reste la leçon amère que le capital ne gagne pas en éliminant les contradictions, mais en les neutralisant, en les domestiquant, en les transformant en impuissance sociale.
Le prolétariat urbain existe encore, mais il est fragmenté, extorqué, dispersé. La jeunesse précaire ne trouve plus de lieux stables pour s'organiser. La mémoire des luttes est sans cesse réécrite, marginalisée, réduite à « une histoire passée ».
Et pourtant, dans cette amertume, il y a un héritage. L'évacuation du Leoncavallo marque la fin d'un cycle, mais montre aussi l'incomplétude de la pacification. Parce que la contradiction reste. Parce que la précarité, les loyers impossibles, la gentrification ne cessent de produire de la colère sociale.
Aujourd'hui, cela ne se traduit pas en conflit, mais rien ne garantit que cela sera ainsi pour toujours. Le capital croit avoir tourné une page : en réalité, il a juste déplacé la ligne du front. L'absence de mobilisation n'est pas un destin éternel, c'est une phase. L'histoire enseigne que ce qui semble pacifié peut revenir exploser.
Et si le Leoncavallo ne reviendra pas, si ses portes restent fermées, il reste néanmoins la mémoire d'une expérience qui a marqué des générations et qui démontre une vérité inéluctable : l'espace urbain n'est pas neutre, il est un terrain de lutte de classe.
L'évacuation du Leoncavallo semble être un épilogue. Mais chaque épilogue porte avec lui la possibilité d'une nouvelle ouverture. Nous ne savons pas si de nouvelles occupations reviendront, nous ne savons pas si de nouveaux espaces naîtront. Mais nous savons que la contradiction reste intacte, que la ville néolibérale ne pourra jamais effacer le souvenir – et la possibilité – d'une Milan différente, non soumise au marché.
C'est la leçon amère, mais nécessaire, que le 20 août 2025 transmet à l'histoire.

Publié dans le cadre d'une collection de textes sur l'évacuation du Leoncavallo dans Contrapiano.

https://contropiano.org/interventi/2025/08/22/lo-sgombero-del-leoncavallo-un-segnale-politico-0185869

Xanthi, Grèce : Evacuation du Repaire Autonome de Xanthi

Le 31/07/2025, l'évacuation du repaire autonome de Xanthi a eu lieu, accompagnée de policiers et des services techniques de l'université, sur ordre du recteur Mari, dans le cadre de la continuation de la politique étatique des institutions universitaires vides et stériles. Une continuation intimement liée à la répression générale des mouvements de lutte, des espaces sociaux, des repaires ainsi que de tout type d'espace public.
En septembre 2009, dans les locaux des PROKAT, le repaire autonome de Xanthi a commencé à fonctionner et à exister. Le but et le besoin de l'existence de ce repaire étaient et sont notre désir de créer un autre centre vivant de résistance, de solidarité, de fraternité et d'autogestion. **Pendant les seize dernières années, le repaire a fonctionné comme un point de référence, de rassemblement et de collectivisation de différentes luttes concernant des enjeux locaux, nationaux et mondiaux.** Des actions contre l'organisation des fascistes dans la ville, des manifestations directes contre les meurtres fascistes et d'État (P. Fyssas, K. Fragkoulis, N. Sampanis, C. Michalopoulos), des collectes de biens de première nécessité pendant la période de quarantaine ou dès que nécessaire, des réponses et actions immédiates contre les agressions sexistes, des interventions contre les abus patronaux, des actions de solidarité et de soutien aux personnes de base, des interventions antiracistes et bien d'autres.
Les occupations et nos espaces sont le rempart, l'épine contre leur récit, contre la normalité pourrie de l'État, du capital et du patriarcat qu'ils tentent de nous imposer. Ils fonctionnent comme des espaces sociaux ouverts à tous, créent et promeuvent l'autogestion, celle qui n'est pas compatible avec les normes de marchandisation et du capitalisme, ils agissent comme des lieux où nous pouvons tous nous politiser et collectiviser nos besoins contre la culture dominante. Dans nos espaces, nous organisons des événements et des discussions, nous nous informons, créons des communautés antifascistes, nous nous divertissons loin des logiques d'exploitation, nous organisons des cuisines collectives et façonnons notre discours politique.
Les occupations se diffusent dans le tissu urbain en tant que points d'organisation et de lutte collective, répondant au besoin des personnes de partager leurs préoccupations et d'agir pour le collectif ENSEMBLE, et non chacune de manière isolée.
C'est pourquoi l'État les considère comme dangereuses et indésirables et déchaîne toute sa haine contre elles.
Dans les occupations ne résident pas seulement nos structures, mais surtout nos relations, nos idées et nos rêves.

Aucun béton ne peut étouffer nos voix, aucun bâtiment scellé ne peut arrêter nos luttes.

Nous devons nous opposer à l'accaparement des espaces publics et des structures.

CONTRE LA RÉPRESSION, LE CANNIBALISME ET LA PEUR, RÉVOLTE JUSQU'À LA LIBÉRATION TOTALE.

TANT QUE LA DIGNITÉ LUTTE CONTRE LA MISÈRE, NOUS SERONS LÀ.

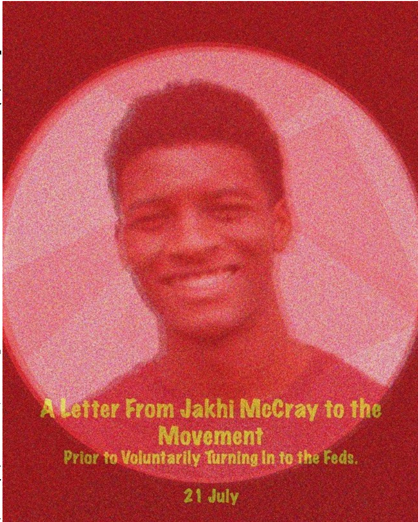
RIEN NE SE TERMINE. TOUT NOUS APPARTIENT.

SOLIDARITÉ AVEC LES OCCUPATIONS – LES IDÉES NE SONT PAS EXÉCUTÉES.

PRENEZ EN NOTE, QUOI QU'IL ARRIVE, LE RASX RESTERA UNE OCCUPATION.

Repaire Autonome de Xanthi

New York, USA: Lettre de Jakhi McCray au Mouvement avant de se rendre



Cela fait un mois que la NYPD et le gouvernement des États-Unis se sont acharnés contre moi, m'accusant d'avoir incendié des véhicules de police appartenant au 83e district de Brooklyn. Selon eux, des dommages d'une valeur de 800 000 $ ont été causés et les restes calcinés des véhicules représenteraient une attaque directe contre la police.

Aujourd'hui, 21 juillet, je suis allé au 83e district et je me suis rendu.

Il y a une réelle possibilité que je ne voie pas l'extérieur d'une cellule pendant des années, mais je fais ce choix en pleine conscience et, d'une manière naïve, avec de l'espoir. C'est un espoir qui vient du fait de me sentir aimé et soutenu par mes ami·e·s, ma famille et mes camarades qui se sont mobilisé·e·s pour me soutenir après ces accusations. C'est un sentiment que je chéris et que je garderai avec moi dans la chronologie désormais incertaine de ma vie.

J'ai 21 ans et je sais qu'il est normal d'être incertain à propos de la vie et du monde, mais je tiens à vous remercier - que je vous connaisse ou que vous me rencontriez pour la première fois maintenant - de m'offrir un peu de réconfort dans tout cela.

L'accusation qui pèse sur moi implique une peine minimale de cinq ans et une peine maximale de 20 ans. Le gouvernement fédéral m'a qualifié d'« armé et dangereux » et a mis une prime de 30 000 $ pour ma capture, soutenue avec enthousiasme par des médias sionistes et suprémacistes blancs dans leur campagne de dénigrement et de doxxing raciste à mon encontre.

Ma maison a été perquisitionnée, ainsi que deux autres adresses à New York, et mes petits frères et sœurs ont été confrontés à des fusils d'assaut brandis devant eux alors qu'ils étaient harcelés et forcés de sortir.

Je ne suis pas, et je n'ai jamais été, effrayé. Cette tactique de peur n'est rien comparée à celle qu'endurent d'autres Noir·e·s qui sont battus et/ou tués, leurs noms traînés dans la boue pendant que les médias minimisent la violence des policiers. Ce n'est pas nouveau pour les Palestinien·ne·s et les Arabes qui sont assassinés, expulsés et harcelés. J'ai rencontré des immigré·e·s qui vivent dans une paranoïa quotidienne, ne sachant pas si les gardes-frontières de l'ICE vont enfoncer la porte de leur maison et kidnapper leurs familles.

J'ai déjà été arrêté·e 12 fois, et doxxé·e et menti·e sur par la presse fasciste et les policiers. J'ai vu des ami·e·s et des camarades perdre des relations, des maisons et des emplois à cause de leur refus d'être responsables du génocide en Palestine et de l'enlèvement des migrant·e·s.

Les SCC61, les CUNY8, les Prarieland11, les prisonnier·ère·s de 2020, Tarek Barzouk, Leqaa Kordia – voici quelques exemples actuels de la tentative du gouvernement de reprendre le contrôle. L'utilisation de COINTELPRO et sa campagne de guerre domestique, qui ont laissé des centaines de révolutionnaires morts et emprisonné·e·s tout au long du 20e siècle, ont désormais créé un cratère de mémoire dans notre mouvement, où nous ne savons pas comment gérer la brutalité de la répression d'État.

La répression est l'État qui tente de nous faire tomber dans son piège. Elle est intense car

elle se manifeste lorsque notre potentiel à perturber les génocides et le capital devient trop grand pour être ignoré. Des millions de personnes, qu'elles se considèrent révolutionnaires ou non, ont participé aux campements, aux rébellions de rue contre l'ICE, et à l'Insurrection de George Floyd, et ont contribué à créer une crise sociale au cours des cinq dernières années qui continue à en attirer des millions d'autres et alimente le besoin de libération.

L'effort constant que l'État doit fournir pour nous opprimer n'est pas gérable. Il est déjà en train de se briser, avec les catastrophes de financement et de recrutement dans les agences fédérales, les luttes internes entre l'administration Trump et sa base, et la catastrophe politique totale concernant Israël.

La dureté du regard de l'État sur notre mouvement n'est rien d'autre qu'une réaction défensive, un masque de leur peur. C'est un moment décisif pour eux autant que pour nous. Si nous sortons de cette épreuve avec notre solidarité et notre infrastructure intactes, ce sera une victoire monumentale pour nos communautés et une dévastation pour nos ennemis.

Notre plus grande force, c'est nous-mêmes – que nous ne soyons pas simplement des collègues qui maintiennent les apparences pendant un service. Nous sommes des camarades, et cela implique une promesse d'aimer, de défendre et de nous battre les un·e·s pour les autres. Parce que vous êtes mes camarades, je tiens cette promesse envers vous tou·te·s.

Je ne sais pas ce qui va se passer maintenant, mais je sais que je ne cesserai jamais de me battre et que je ferai de mon mieux où que je sois.

Avec amour et solidarité,
Jakhi

Athènes, Grèce : Solidarité avec les camarades persécutés au Texas, USA

Le mercredi 6 août, nous avons accroché une banderole à l'occupation Zizania dans le quartier de Victoria à Athènes, un quartier d'immigrés, en lien avec deux affaires judiciaires près de la ville de Dallas, Texas, USA, dans lesquelles des camarades ayant résisté à l'ICE (les gardes-frontières des États-Unis, fortement renforcés sous Trump) subissent désormais une répression extrême.

Dans la première affaire judiciaire, en juin près de Dallas, un camarade a été arrêté lors d'une manifestation. La manifestation était en solidarité avec les confrontations contre l'ICE à Los Angeles, Californie.

Les charges contre ce camarade sont les suivantes : une manifestation d'environ 200 personnes contre l'ICE a été attaquée par des policiers lorsqu'elle est entrée dans une grande rue. Les policiers prétendent que lorsque le camarade a résisté, une voiture de patrouille a été endommagée, et certains policiers affirment qu'ils ont été blessés. Le camarade a reçu une sévère déculottée, a été électrocuté plusieurs fois avec un taser et a été hospitalisé.

Il est accusé d'« agression contre la police » et de « désarmement d'un policier de son taser ». Ces deux charges sont des crimes majeurs aux États-Unis.

Le camarade est libre sous caution et attend son procès. Bien entendu, il a aussi dû payer une grosse somme à l'hôpital pour les blessures infligées par les forces de répression…

La deuxième affaire judiciaire n'a rien à voir avec la première, mais elle a eu lieu dans la même région du Texas, le 4 juillet, le "Jour de l'Indépendance" aux États-Unis.

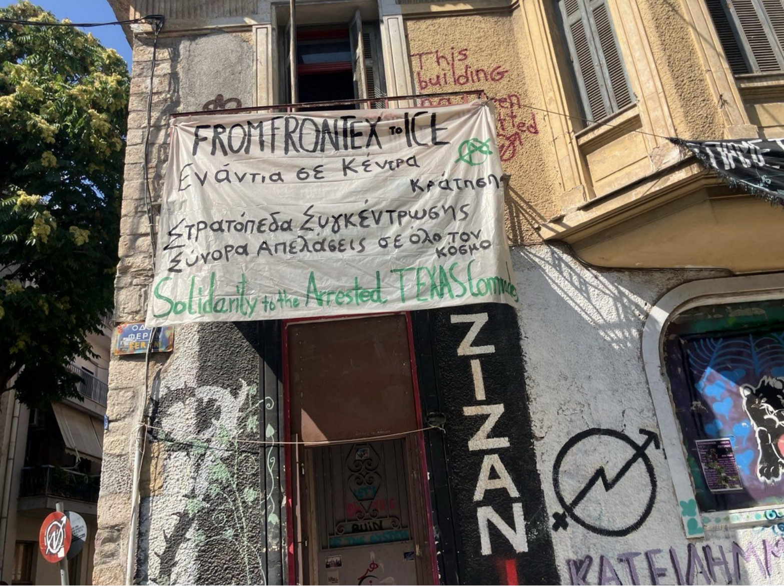
Ce soir-là, une intervention sonore ("noise demo") a eu lieu devant un centre de détention où les immigrés sont emprisonnés et maltraités par l'État. Il existe de nombreuses histoires sur ce qui s'est passé, mais nous ne serons pas l'écho d'un récit d'État ou des médias, bien que cela semble cool.

Ce que nous savons, c'est qu'un policier a été blessé par balle (peut-être par un autre policier ? Cela arrive souvent aux États-Unis) et que désormais, pour de nombreux camarades et leurs familles, leurs vies ont été détruites.

Jusqu'à présent, seize personnes ont été arrêtées en lien avec cet incident de juillet. L'État leur a imputé de nombreuses et graves accusations criminelles. Le FBI a terrorisé et harcelé leurs amis, leurs familles et leurs proches. Ils traquent toutes les personnes politiquement actives dans la région de Dallas, Texas. Les charges sont des accusations de terrorisme extrêmement lourdes, menaçant de peines de prison à vie.

Les accusés restent en prison, où on leur a refusé tout contact avec des avocats et le monde extérieur en général. Ils ont été délibérément maltraités à la prison du comté de Johnson, où ils sont détenus. La caution est de 10 millions de dollars par personne.

Pour donner une idée de la situation politique dans cette région, le département du shérif du comté de Johnson, qui détient les camarades, a récemment utilisé une toute nouvelle technologie pour localiser une plaque d'immatriculation et arrêter une femme qui avait avorté seule, car au Texas, l'avortement est illégal.



Beaucoup de ceux qui ont été arrêtés dans cette affaire de juillet n'étaient même pas présents au centre de détention des immigrés. Ils sont menacés de lourdes peines, et certains de déportation. Par exemple, le « crime » d'une personne était simplement d'avoir des textes anarchistes dans sa voiture.

Vous pouvez soutenir ces camarades sur https://www.givesendgo.com/supportdfwprotestors.

Nous comprenons que l'« ICE » aux États-Unis est équivalent à la Frontex ou à la Garde-côtes en Grèce… La lutte contre la violence meurtrière des frontières est une lutte mondiale commune. Notre solidarité ne connaît pas de frontières… à bas les policiers et feu aux centres de détention !

Zizania

PAGES ANARCHISTES

ANGLAIS

- ★ Abolition Media
  abolitionmedia.noblogs.org
- ★ Act for freedom now!
  actforfree.noblogs.org
- ★ Anarchist News
  anarchistnews.org
- ★ AnarSec
  anarsec.guide
- ★ Anti-everything action
  antieverything.noblogs.org
- ★ Chicago Antireport
  chicagoantireport.noblogs.org
- ★ Civ Fucks Distro
  civfucks.noblogs.org
- ★ Dark Nights
  darknights.noblogs.org
- ★ The Dirty South
  dirtysouth.noblogs.org
- ★ Ellipsism
  ellipsism.noblogs.org
- ★ Indybay
  indybay.org
- ★ It's Going Down
  itsgoingdown.org
- ★ Live Free
  livefree.noblogs.org
- ★ Haters
  haters.noblogs.org
- ★ John Zerzan Anarchist Radio
  johnzerzan.net/radio/
- ★ June 11th
  june11.noblogs.org
- ★ Negation formations
  bentley.noblogs.org
- ★ North Shore Counter-Info
  north-shore.info
- ★ Philly Anti-Capitalist
  phlanticap.noblogs.org
- ★ Puget Sound Anarchists
  pugetsoundanarchists.org
- ★ Rose City Counter-Info
  rosecitycounterinfo.noblogs.org
- ★ Scenes from the Atlanata Forest
  scenes.noblogs.org
- ★ Sprout Distro
  sproudistro.com
- ★ The Creative Nothing
  www.creative-nothing-zine.com
- ★ Unravel
  unravel.noblogs.org

Mise à jour sur la situation carcérale de l'anarchiste Alfredo Cospito



Mise à jour début juillet 2025. Ces derniers jours, nous recevons à nouveau des informations concernant la situation particulièrement pénible que la direction de la prison de Bancali, probablement en coordination avec le ministère de la soi-disant justice, impose à notre camarade anarchiste Alfredo Cospito, notamment en ce qui concerne la correspondance épistolaire.

Rappelons que la censure du courrier entrant et sortant fait partie intégrante du régime du 41 bis auquel le camarade est soumis. Cela fait longtemps qu'Alfredo ne reçoit plus de lettres, cartes postales, télégrammes ou autres communications. Cela, malgré le fait que beaucoup d'entre nous continuons à lui écrire, y compris par le biais d'initiatives de correspondance collective, comme celle qui a eu lieu à Foligno le 31 mai dernier. De plus, la direction de la prison a cessé depuis longtemps de communiquer au prisonnier la notification de la censure effectuée, un document contre lequel il pourrait faire appel pour récupérer le matériel épistolaire saisi. Le courrier disparaît simplement dans le néant.

Ce comportement s'ajoute à une longue série de mesures persécutoires visant à détruire psychologiquement et politiquement le camarade : du refus d'accès aux livres déjà commandés et autorisés, aux CD ou aux écouteurs pour écouter de la musique, jusqu'à la dénonciation de ses avocats à l'ordre des avocats pour avoir serré la main du prisonnier et lui avoir donné un baiser lors de la rencontre – en d'autres termes, pour l'avoir traité comme un être humain.

Tout cela dans un contexte déjà immensément afflictif, celui du 41 bis, qui prévoit deux heures d'air par jour en groupes de quatre personnes maximum, décidés par le ministère, une heure de visite par mois avec un membre de la famille séparé par un verre, ou alternativement dix minutes d'appel téléphonique, durant lesquels le membre de la famille autorisé doit se rendre dans une caserne pour appeler. Comme déjà mentionné, la censure du courrier et l'impossibilité de lire des livres sur des thèmes jugés sensibles (ainsi que les grandes difficultés à obtenir des livres en général).

Nous dénonçons fermement que cette persécution soit manifestement une vengeance de l'État pour l'intransigeance et la détermination avec lesquelles a été menée la grève de la faim de 2022-2023, et la mobilisation solidaire internationale qui a mis en lumière cette zone d'ombre qu'est le 41 bis avec une intensité sans précédent, frappant de plein fouet cette fausse aura céleste qui entoure la structure antimafia-antiterrorisme.

Cette persécution survient d'ailleurs après la condamnation du sous-secrétaire Delmastro à 8 mois de prison pour divulgation d'acte d'office, condamnation liée à la tentative malhonnête de salir Alfredo Cospito pendant la grève de la faim.

Il est frappant de voir la misère de ces personnages face à la cohérence d'un anarchiste qui n'a jamais courbé l'échine. D'un côté, celui qui blesse un sorcier du nucléaire, de l'autre, celui qui, sous l'effet de la cocaïne, en un rare moment de cohérence, se tire dans les jambes.

Dans ce climat de guerre mondiale qui règne aujourd'hui, nous réaffirmons que ces épisodes doivent être considérés comme des politiques de guerre véritables à l'égard de l'ennemi intérieur. Les défis sont grands pour les révolutionnaires en cette période historique, mais d'autant plus, nous ne pouvons et ne voulons laisser personne derrière nous. Parce que celui qui oublie les prisonnier.e.s de la lutte révolutionnaire oublie la lutte révolutionnaire elle-même.

À l'approche du renouvellement possible du 41 bis pour Alfredo Cospito en mai de l'année prochaine, faisons en sorte que cela devienne à nouveau un champ de bataille riche en contradictions pour l'État.

Circolo Anarchico «La Faglia» – Foligno

Juillet 2025

circoloanarchicolafaglia@inventati.org

t.me/circoloanarchicolafaglia

APPEL à une assemblée nationale en solidarité avec l'anarchiste Alfredo Cospito à l'approche de la fin du régime de 41 bis l'année prochaine et de sa possible prolongation (Rome, 11 octobre 2025)

HORS D'ALFREDO DU 41 BIS – ASSEMBLÉE NATIONALE

Cela fait plus de trois ans que notre camarade Alfredo Cospito est enfermé dans cette "tombe pour vivants" qu'est le 41 bis. Pendant ce temps, la plupart des prétextes répressifs utilisés pour lui appliquer ce régime se sont éteints, vu les résultats de certaines procédures judiciaires dans lesquelles lui et d'autres anarchistes étaient impliqués. D'ici mai de l'année prochaine, le ministère prévoit le renouvellement de ce régime pour deux années supplémentaires. Selon la décision, la défense pourra faire appel, une procédure qui pourrait prendre plusieurs mois avant la fixation d'une audience. C'est précisément en vue de cette échéance que, malgré nos différences, diverses individualités et collectifs anarchistes ont ressenti la nécessité de se réunir pour discuter et réfléchir ensemble sur la manière d'aborder cette date.

Depuis son transfert dans la section 41 bis de la prison de Bancali, une mobilisation a vu le jour, grandissant au fil du temps, atteignant son apogée bien après le début de la grève de la faim entamée par Alfredo en octobre 2022. Divers procès sont aujourd'hui engagés par l'État contre les camarades qui ont participé de diverses manières à cette mobilisation, qui, malgré ses limites, a réussi à redonner crédibilité et visibilité aux idées et pratiques anarchistes.

Mais à ce jour, le camarade est toujours là enfermé et nous continuons à ressentir la responsabilité de ne pas le laisser seul dans cette lutte. C'est pourquoi nous invitons les individualités et groupes anarchistes à deux jours de débat et de confrontation.

La rencontre aura lieu à Rome, au CSA La Torre, via Bertero 13, à partir de 15 heures, samedi 11 octobre, avec la possibilité de poursuivre l'assemblée le matin du jour suivant. Pour y accéder en transports publics, prenez la ligne 341 depuis Ponte Mammolo (métro B) ou la 311 depuis Rebibbia (métro B) et descendez à la dernière station de via E. Galbani.

Message au mouvement climatique

Au cours de la dernière décennie, tant en Europe qu'au-delà, une nouvelle génération d'activistes a placé le mouvement climatique au premier plan. Des groupes tels qu'Extinction Rebellion, Fridays for Future et Ende Gelände ont réussi à sortir de l'ombre, convainquant des millions de personnes de s'engager pour défendre la planète. Il n'y a pas si longtemps, peu de gens étaient même conscients de la possibilité d'une catastrophe climatique – aujourd'hui, c'est tout le contraire. Je n'ai aucune intention de minimiser ces réalisations. Ce que je tiens cependant à souligner, c'est que l'activisme climatique n'a pas changé grand-chose à une question très importante, à la seule chose qui compte réellement : réduire effectivement la quantité de carbone émise par les humains à travers la planète. Ces émissions continuent d'augmenter chaque année, tout comme les températures mondiales moyennes, les catastrophes météorologiques et les taux d'extinction des espèces. Obtenir une reconnaissance dans la société n'a pas été suffisant. Dans tous ses objectifs fondamentaux, le mouvement climatique reste un échec décisif.

J'ai une suggestion pour expliquer pourquoi cela est le cas. Parce que le mouvement climatique reste coincé dans l'hypothèse que ceux au pouvoir doivent être convaincus d'apporter les changements nécessaires pour nous. Malgré l'utilisation d'une esthétique d'action directe, la plupart des activistes climatiques se concentrent sur l'obtention de l'attention des médias (y compris les médias sociaux grand public, qui sont tout autant une extension du pouvoir capitaliste que la télévision ou les journaux), afin d'obtenir une reconnaissance sociale, en fin de compte pour faire pression sur les politicien·ne·s. Cependant, l'élite politique ne pourra jamais résoudre cette crise, car le système qui leur accorde du pouvoir est aussi un système qui prospère littéralement en détruisant la planète. Ce que nous appelons « l'économie » est une mégamachine incontrôlable qui considère que tout ce qui est inférieur à une expansion illimitée (un processus qui entraîne une dévastation écologique) est une sorte de catastrophe. Peu importe leur affiliation ou les promesses qu'elles offrent, tou·te·s les politicien·ne·s et les entreprises prêtent allégeance à la logique rétrograde de ce monstre dévoreur de monde.

Certains diraient que certains éléments du mouvement climatique échappent à cette critique. Contrairement à Extinction Rebellion et Fridays for Future, les groupes anti-capitalistes comme Ende Gelände ne font pas de demandes explicites aux politicien·ne·s, se concentrant plutôt sur la perturbation directe des infrastructures critiques. Cependant, nous ne pouvons pas supposer que occuper pacifiquement une mine de charbon (ou ses artères) pendant quelques heures soit un moyen réaliste de la fermer définitivement ; c'est juste une autre façon de capter l'attention des médias. De telles actions n'ont pas de sens à moins qu'on espère, consciemment ou non, qu'elles servent à convaincre les politicien·ne·s d'intervenir et de réformer l'économie pour nous. D'autres organisations de masse (par exemple, Soulèvements de la Terre) peuvent sembler être une amélioration, étant donné qu'elles privilégient le sabotage des infrastructures écocidaires, et en ce sens encouragent quelque chose qui ressemble à une action directe (bien qu'elle soit dirigée par une avant-garde secrète). Là encore, cependant, cela pourrait être simplement une manière plus séduisante d'attirer l'attention des médias ; car ces attaques seraient bien plus efficaces si elles étaient menées par de petits groupes autonomes qui frappent dans l'ombre, surtout là où les autorités ne s'y attendent pas.

En résumé, la plupart des activistes climatiques sont obsédé·e·s par la demande d'aide d'un système intrinsèquement incapable de répondre. Cela répand une éthique de l'impuissance et de l'infantilisation, sous-entendant que les gens ordinaires sont incapables de faire face à la crise climatique par nous-mêmes. Mais en réalité, c'est l'inverse. Nous serons tous réduit·e·s en cendres avant que les gouvernements ne fassent ce qui doit être fait. Il incombe donc à des rebelles non spécialisés, dévoué·e·s, de commencer à résoudre la crise directement. À quoi cela ressemblerait-il ? Mettre en œuvre sans délai les changements nécessaires que ceux au pouvoir ne prendront jamais au sérieux. Par là, je veux dire, fermer les centrales électriques, les aéroports, les autoroutes et les usines, tout en organisant des moyens décentralisés (et donc écologiquement responsables) pour nous sustenter sans eux. Cette proposition implique sans doute une escalade massive de stratégie. Néanmoins, étant donné la gravité de la situation, combinée au fait que les méthodes actuelles ont prouvé leur insuffisance, je pense qu'il est grand temps que nous envisagions de revoir radicalement notre approche.

L'inspiration est déjà là. Par exemple, la campagne Switch Off ! (initiée en Allemagne en 2022, et depuis étendue au-delà de l'Europe) oublie de réformer le capitalisme, se concentrant plutôt sur l'incapacité directe de l'infrastructure responsable de la destruction de la planète. De tels actes de sabotage se multiplient, qu'ils soient associés à cette bannière, une autre, ou qu'ils ne soient revendiqués par personne. Pour en mentionner quelques-uns parmi tant d'autres : en septembre 2023, le réseau ferroviaire autour de Hambourg a été saboté à plusieurs points, perturbant fortement l'un des plus grands ports d'Europe ; en mars 2024, un incendie criminel sur le réseau électrique près de Berlin a fermé la gigantesque Gigafactory de Tesla pendant plusieurs jours ; en mai 2025, un double incendie criminel sur une centrale électrique et un pylône haute tension a causé une panne de courant dans une grande partie de la France, privant un aéroport, diverses usines et le festival de Cannes d'électricité. On peut aussi rappeler que l'aéroport de Gatwick à Londres a été fermé pendant plusieurs jours en 2018, apparemment (et pour des raisons inconnues) parce qu'un drone portable a été fait voler au-dessus des pistes. Malgré les énormes efforts de la police, celles et ceux qui ont réalisé cette action facilement reproductible n'ont jamais été trouvés ; ni aucune des autres actions mentionnées ici n'a conduit à des arrestations. En revanche, les tactiques conventionnelles des activistes climatiques (par exemple, l'utilisation de cadenas, de trépieds, de colle forte) supposent d'être arrêté·e, sacrifiant ainsi nos camarades aux tribunaux, à la prison et à la surveillance constante. C'est un coût élevé pour des actions qui, en plus de favoriser une attitude soumise envers les autorités, ont peu ou pas d'impact sur les capacités des industries dévastatrices pour le climat à fonctionner.

Pour commencer à résoudre un problème à l'échelle du changement climatique, cependant, les attaques contre l'infrastructure écocidaire doivent devenir encore plus ambitieuses. Cela pourrait être formulé en termes de dépasser une concentration sur des industries spécifiques pour cibler la civilisation industrielle dans son ensemble. Les centres de production, d'extraction et de recherche pertinents doivent être ciblés ; ainsi que le réseau électrique qui les relie, à savoir, le réseau même qui donne au système de destruction son pouvoir (dans les deux sens du terme) en premier lieu. Une telle vision audacieuse semblera déplacée pour beaucoup. Mais il est trop souvent oublié que le changement climatique et la civilisation industrielle sont en fait le même problème. La dégradation humaine du climat n'est pas quelque chose d'ancien ; elle est aussi

★ Warrior Up
warriorup.noblogs.org
★ Warzone Distro
warzonedistro.noblogs.org
★ Winter Oak / Acorn
winteroak.org.uk
★ Bibliothèque Anarchiste Touchpaper
touchpaper.noblogs.org

BASQUE

★ Borrokan
borrokan.wordpress.com

FRANÇAIS ET ANGLAIS

★ Montréal Contre-Information
mtlcontreinfo.org

FRANÇAIS

★ Attaque
attaque.noblogs.org
★ Bibliothèque anarchiste Libertad
bibliotequelibertad.noblogs.org
★ Bourrasque-Info
brest.mediaslibres.org
★ Indymedia Lille
lille.indymedia.org
★ Indymedia Nantes
nantes.indymedia.org
★ Information Anti-Autoritaire Toulouse et Alentours
iaata.info
★ Marseille Infos Autonomes
mars-infos.org
★ Ras la mine
raslamine.noblogs.org
★ Sans Nom
sansnom.noblogs.org
★ Stuut
stuut.info

ALEMAND

★ Barrikade
barrikade.info
★ knack [punkt] news
knack.news
★ Kontrapolis
kontrapolis.info
★ Switch off! The system of destruction
switchoff.noblogs.org
★ Deutsch Indymedia
de.indymedia.org

GREC

★ 1431 AM
1431am.org
★ Anarchy Press Gr
anarchypress.wordpress.com
★ Animus Necandi
animusnecandi.blogspot.com
★ ANTICOVID 2019 – 2020
anticovid20192020.wordpress.com
★ Athens Indymedia
athens.indymedia.org
★ Radical Book Academy
radicalbookacademy.noblogs.org
★ Ragnarok
ragnarok.squat.gr
★ The Blast
the-blast.espivblogs.net
★ Αναρχικό Στέκι Utopia A.D.
utopia-ad.org
★ Ευλογημένη Η Φλόγα
blessed-is-the-flame.espivblogs.net
★ Κινηματόραμα
kinimatorama.net
★ Κραυγές απ’ τα κελιά
kraygesapotakelia.espivblogs.net
★ Τροχιά στο άπειρο
trohia.espivblogs.net

INDONÉSIEN

★ Arsonis
arsonis.noblogs.org
★ Legiun 1.0
legiun.noblogs.org
★ Insendier
insendier.noblogs.org

IRANIEN, ARABE ET ANGLAIS

★ Fédération anarchiste de l'Afganistan et de l'Iran
asranarshism.com

ESPAGNOL

★ Boina ácrata
boinaacrata.wordpress.com
★ Buscando la kalle!!
buscandolakalle.wordpress.com
★ Chimpances del Futuro
chimpancesdelfuturo.blackblogs.org
★ Contra Info
es-contrainfo.espiv.net
★ Enemigo de Toda Sociedad
enemigodetodasociedad.wordpress.com
★ Indymedia Barcelona
barcelona.indymedia.org
★ Informativo Anarquista
informativoanarquista.noblogs.org
★ La Zarzamora
lazarzamora.cl

JAPONAISE

★ アナーキー・イン・ニッポン
www.ne.jp/asahi/anarchy/anarchy/

ITALIEN

★ Il Rovescio
ilrovescio.info
★ La Nemesi
lanemesi.noblogs.org

CATALAN

★ Indymedia Barcelona
barcelona.indymedia.org
★ Terra i llibertat
malclima.blackblogs.org

NÉERLANDAIS

★ Rumoer
rumoer.noblogs.org
★ Netherlands Indymedia
indymedia.nl

POLONAIS

★ Czarna Teoria
czarnateoria.noblogs.org

MULTIPLES LANGUES

★ جبهۀ آنارشیستی
anarchistfront.noblogs.org
★ Antimilitaristická iniciativa
antimilitarismus.noblogs.org
★ Lukáš Borl
lukasborl.noblogs.org
★ No Trace
notrace.how
★ Bibliothèques anarchistes
anarchistlibraries.net/libraries

PORTUGUAIS

★ Agência de Notícias Anarquistas
noticiasanarquistas.noblogs.org
★ Invasão Sonora
invasaosonora.noblogs.org

RUSSE

★ A2DAY
a2day.org

TAGALOG

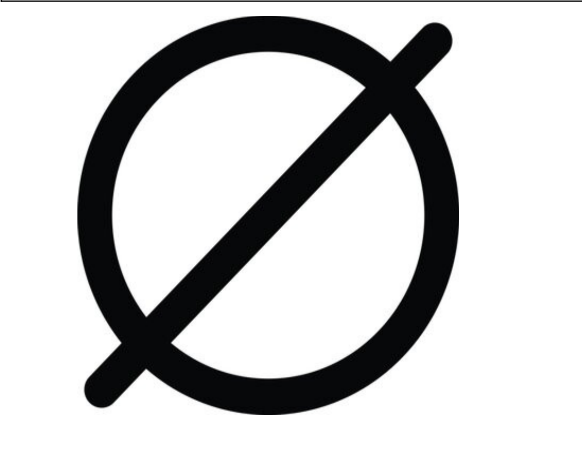
★ Bandilang Itim
bandilangitim.xyz

TCHÈQUE

★ Kronika Odporu
kronika.noblogs.org

TCHÈQUE

★ Takku
takku.net
★ MAKⒶMIK
makamik.noblogs.org



vieille que l'industrialisation elle-même. Depuis environ 150 ans, la vie humaine s'est de plus en plus centrée sur l'utilisation de machines qui convertissent les combustibles fossiles en énergie, émettant ainsi du dioxyde de carbone. La culture humaine, en d'autres termes, a été forcée dans une relation de dépendance vis-à-vis d'une infrastructure toujours en expansion qui ne peut fonctionner sans empoisonner le climat. La Révolution industrielle a été initiée il y a seulement quelques générations, et déjà ses conséquences ont conduit beaucoup à remettre en question la viabilité même de la vie au-delà du siècle. Il n'y a pas de pire accusation contre ce changement technologique relativement récent.

Certain·e·s répondront, bien sûr, que la civilisation industrielle n'est pas intrinsèquement dévastatrice pour la Terre et qu'elle est déjà en cours de réforme. Nous parlons ici de la soi-disant « transition verte » qui est saluée à travers le spectre politique comme la solution à la crise climatique. Cependant, il est courant de penser que l'énergie éolienne, solaire ou hydroélectrique représentent de véritables alternatives aux méthodes conventionnelles ; en réalité, elles sont utilisées en complément des combustibles fossiles, qui sont actuellement brûlés en plus grande quantité que jamais. Penser que l'économie capitaliste accepterait de laisser des réserves non exploitées de charbon, de gaz ou de pétrole dans le sol, c'est ne pas comprendre la logique fondamentale d'un système basé sur la croissance illimitée.

La conséquence de l'investissement record dans les technologies vertes n'a donc été que de propulser l'utilisation mondiale de l'énergie à des niveaux sans précédent.

De plus, au-delà de l'échec de la transition, la restructuration économique en cours n'est en rien verte. D'abord, les combustibles fossiles sont des sources d'énergie très denses, que ni la puissance du soleil, du vent ou de l'eau ne peuvent égaler ; il en découle que « l'énergie renouvelable », si l'on attend d'elle qu'elle maintienne les niveaux actuels de consommation, doit occuper des surfaces beaucoup plus vastes que celles déjà consacrées à la production d'énergie. Ensuite, les technologies clés de cette restructuration dépendent fortement de l'extraction de minerais, en particulier par le biais de l'exploitation minière. Par exemple, le nickel et les terres rares sont nécessaires pour fabriquer des panneaux solaires et des éoliennes ; le lithium et le cobalt sont des composants clés de leurs batteries, ainsi que de celles des voitures électriques, des vélos électriques et des smartphones. Ainsi, au nom de l'écologie, l'économie capitaliste pille tous les coins du globe à la recherche de ressources lucratives, entraînant la dévastation écologique, le travail forcé et des conflits géopolitiques. Même les profondeurs inexplorées des océans sont en train d'être dévastées ; bientôt ce sera le tour des astéroïdes et des autres planètes. En résumé, ce qui a été présenté comme la solution technologique à la catastrophe climatique n'est qu'un énorme mensonge dissimulant l'expansion continue de la mégamachine.

Présent dans le discours de presque tout le monde que vous rencontrez aujourd'hui est un constat que les humains détruisent la biosphère – et commettent simultanément un suicide collectif. Pourtant, bien moins nombreuses sont celles et ceux prêts à comprendre la crise pour ce qu'elle est réellement, à savoir, le résultat du développement technologique incontrôlé. Ce n'est pas un problème qui peut être résolu par le vote, les pétitions, les manifestations, les boycotts ou les investissements. La seule réponse réaliste à la crise climatique est d'attaquer la civilisation industrielle. Je ne m'attends pas à ce que cette proposition reçoive une large popularité ; après tout, elle risque de déstabiliser le seul monde que presque tout le monde ait jamais connu. Cependant, nous devrons peut-être faire face au fait que beaucoup, ou la plupart, des humains insisteront toujours pour maintenir leurs voitures, réfrigérateurs et smartphones en fonctionnement – même au prix de sacrifier l'air que nous respirons. Il incombe donc à celles et ceux dont les priorités sont ailleurs d'agir avec audace et sans compromis.

Soumis anonymement et publié sur Act for freedom now! let 15 août.

https://actforfree.noblogs.org/2025/08/15/message-to-the-climate-movement/#more-16102

Pourquoi sommes-nous conduits à l'abattoir comme des moutons ? Nous ne le sommes pas.

Nous sommes conduits à notre propre abattage. Cela a été théorisé de mille façons, décrit en termes environnementaux, sociaux et politiques, prophétisé, abstrait, et narré en temps réel, et pourtant, nous ne savons toujours pas quoi en faire. Le point sous-jacent est que le progrès de la société n'a rien à nous offrir et tout à nous enlever. Souvent, on dirait que nous le donnons sans même nous battre : lorsque nous vendons notre temps contre de l'argent, permettons que nos passions soient marchandisées, nous investissons dans l'amélioration de la société, ou que nous nous sustentons des débris de la destruction écologique, nous participons ouvertement (bien que non consentant·e·s) à notre propre destruction.

La question résonne d'une voix éthérée et macabre : Pourquoi vous laissez-vous conduire à l'abattoir comme des moutons ? Comme Hermann Langbein l'aborde dans Contre Toute Espérance : La Résistance dans les Camps de Concentration Nazie, les survivant·e·s de ces abattoirs humains les plus explicites ont été tourmenté·e·s par cette question pendant des décennies, à laquelle certain·e·s ont simplement répondu : nous ne l'avons pas fait.

[…]

Sous la métaphore omniprésente du mouton conduit à l'abattoir se cache une possibilité historique profonde : partout où les nazis cherchaient à imposer la domination et la violence, des personnes résistaient. Derrière les images de personnes portant des brassards, montant dans des trains, et marchant paisiblement vers les chambres à gaz, se trouve une histoire riche de récalcitrance et d'insurrection.

[…]

Une approche différente : Nous avons déjà été conduits à notre abattage — il est tout autour de nous. Le monde dans lequel nous existons est une mort prolongée, une sorte de limbes économiquement soutenus dans lesquels les cœurs ne sont autorisés à battre que dans la mesure où ils facilitent le flux ascendant du capital. Le fléau de la domestication a pénétré chaque espace sauvage, et les lignes de colonisation nous ont traversé·e·s plus de fois que nous ne pouvons le compter. Chaque aspect improductif de la biosphère a été marqué pour éradication, des « fonds océaniques balayés au faisceau » aux « récifs dynamités » en passant par les « montagnes éventrées », les plus hauts calibres de la technologie sont verrouillés dans une tuerie perpétuelle, suivant un « rythme monotone de mort ». Nous qui avons encore de l'air dans les poumons sommes des morts vivants, et nous luttons quotidiennement pour nous souvenir de ce que ça fait d'être vivant, nous accrochant fermement au « désir de sauvagerie que la misère d'un salaire ne peut apaiser ». Nous errons dans l'architecture désolée de nos abattoirs (« la prison de civilisation dans laquelle nous vivons ») comme des fantômes qui ressentent mais ne comprennent pas tout à fait la vacuité de notre existence. Pour emprunter quelques phrases justes à la Conspiration des Cellules de Feu (CCF) : nous sommes devenus totalement intégrés dans « un système qui nous écrase au quotidien », qui « contrôle nos pensées et nos désirs à travers des écrans » et « nous apprend à être des esclaves heureux » tout en nous laissant « nous considérer libres parce que nous pouvons voter et consommer », et pendant ce temps, « nous, comme le joyeux Sisyphe, portons encore notre pierre d'esclavage en pensant que c'est la vie ».

[…]

Alors peut-être qu'une meilleure question serait : Pourquoi sommes-nous continuellement conduits à notre abattage comme des moutons ?, à laquelle beaucoup d'entre nous répondent simplement : Nous ne le sommes pas.

~ De la «Bénie soit la flamme» de Serafisnki

Le présent journal est la forme imprimée du projet **Bénie Soit La Flamme**, qui sera publié de manière irrégulière. L'objectif de ce projet n'est pas seulement de diffuser l'anarchie à drapeau noir, mais plus généralement de diffuser la théorie, la pratique et la critique radicales qui découlent de l'acte du désir armé insurrectionnel, en reconnaissant que la situation sociale dans laquelle nous nous trouvons, et que nous n'avons pas choisie, mène nos vies à la faillite, à l'aliénation de nos Égos.

Nous ne cherchons à convaincre personne, nous ne souhaitons pas parier sur la mobilisation de masse d'une société robotisée. Ce que nous tentons de faire, c'est de contribuer à la construction d'un pont de communication entre celles et ceux qui ont choisi de se révolter ici et maintenant et celles et ceux qui veulent se révolter. Nous sommes ce que nous sommes parce que nous avons trouvé du courage et de l'inspiration auprès des rebelles qui nous montrent ce qui est possible. Nous ne reportons pas l'action insurrectionnelle et révolutionnaire à un futur indéfini car nous sommes libéré·e·s des chaînes de l'espoir. Nous ne sommes pas nihilistes parce que nous sommes simplement pessimistes. Non, nous sommes nihilistes parce que les situations qui nous entourent ne nous permettent pas de penser à de futures utopies, car nous n'attendons pas que la liberté vienne, mais nous apportons la liberté chaque fois que nous agissons avec défi et sans compromis contre la société, l'État, le capital et toute autre facette de la civilisation. C'est là la réalisation la plus immédiate de l'anarchie.

Vive l'action directe, anarchiste et guérillère

Aucune résignation, aucune trêve, aucune paix

Pour l'anarchie, le nihilisme et l'individualisme